



Zoom sur

Infos

Du 28-03-2016 au 03-04-2016

Presse francophone

sources

infos



28-03-2016

Tunisie: Quand la proposition de loi pour interdire le niqab fait du copié-collé sur une loi française

L'interdiction du Niqab dans les lieux publics sera-t-elle votée? Une proposition de loi a été déposée à l'Assemblée par "Al Horra", un bloc parlementaire composé d'anciens députés de Nida Tounes, le parti vainqueur aux législatives de 2014. Mais plusieurs parties du texte de cette proposition de loi se révèlent être un copié-collé d'une loi française en vigueur depuis 2011.

D'abord une similitude dans le titre, les deux textes utilisant presque la même description du niqab, qu'ils considèrent comme une "tenue" destinée à " la dissimulation du visage dans l'espace public". Une similitude existant aussi dans le premier article de chaque texte: "Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage".

Ensuite, c'est le deuxième article du bloc "Al Horra" qui présente une ressemblance frappante avec celui voté en 2010 sous le gouvernement de Nicolas Sarkozy. Il s'agit d'une traduction en bonne et due forme, du français à l'arabe:

"L'interdiction prévue à l'article 1er ne s'applique pas si la tenue est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires, si elle est justifiée par des raisons de santé ou des motifs professionnels, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles".

Même fidélité dans la traduction de l'article 4 de la loi française, sauf pour le montant de l'amende fixé à 10.000 dt par le texte tunisien:

"Le fait pour toute personne d'imposer à une ou plusieurs autres personnes de dissimuler leur visage par menace, violence, contrainte, abus d'autorité ou abus de pouvoir, en raison de leur sexe, est puni d'un an d'emprisonnement et de 30.000 € d'amende. Lorsque le fait est commis au préjudice d'un mineur, les peines sont portées à deux ans d'emprisonnement et à 60.000 € d'amende".

Une proposition de loi polémique

Le député "Al Horra", Walid Jalled, a défendu jeudi sur le plateau de "Al Yawm

Athamen" (Le huitième jour) le texte de son groupe parlementaire, invoquant des raisons "sécuritaires", après les affrontements qui ont secoué Ben Guerdane début mars:

"Nous ne voulions pas lancer ce sujet, sauf que nous avons vécu de grosses opérations terroristes dernièrement en Tunisie, ainsi qu'une tentative de confiscation d'une partie de notre chère patrie", a-t-il affirmé.

Pour lui, le niqab est un frein à l'effort des forces de sécurité: "Plusieurs personnes ont franchi les frontières en se cachant derrière cette tenue", a-t-il argué.

Nécessité sécuritaire ou restriction des libertés individuelles? Chaker Charfi, un professeur universitaire invité dans la même émission, a estimé que le texte est contraire à la constitution: "La dictature commence à travers l'atteinte à la constitution", a-t-il accusé, déplorant une absence de statistique sur le nombre exact des femmes portant le niqab en Tunisie.

Nadia Kanoun, une femme portant le niqab présente dans la même émission, a vivement critiqué cette proposition qui "restreint les libertés individuelles"

"Celles (les femmes en niqab) qui travaillent (...) comment vont-elles faire? Rester à la maison?", s'est-elle interrogée. "Cela va créer un conflit psychologique et social que vous n'imaginez pas", a-t-elle ajouté.

Jeudi, plusieurs femmes ont tenu une conférence de presse à Tunis pour revendiquer leur droit à porter le voile intégral.

Quoi qu'il en soit le débat sur les réseaux sociaux prend de plus en plus d'ampleur, avant même que la proposition de loi ne soit débattue à l'Assemblée.

Radhia Nasraoui : «Je n'ai pas besoin de titre pour militer»

Me Radhia Nasraoui n'est pas surprise de n'avoir pas été élue de l'Instance nationale de lutte contre la torture (INLCT).

Les députés ont voté, mardi 29 mars, pour choisir les 16 membres de cette instance, sur 48 candidatures présentées, dont celle de Me Radhia Nasraoui, militante historique des droits de l'homme et présidente de l'Organisation tunisienne de lutte contre la torture (OTLT).

La composition de l'Instance a été dévoilée et les députés n'ont pas voté pour Me



31-03-2016

Nasraoui, qui n'a pas été surprise du résultat, d'autant qu'elle a eu vent, il y a 2 mois, que les partis Ennahdha et Nidaa s'étaient mis d'accord pour l'écarter.

Cette hypothèse a également été soutenue par certains députés, dont Meriem Boujbel, membre du groupe parlementaire El-Horra, qui accusé *«le tandem Nidaa-Ennahdha d'avoir conclu un accord pour faire tomber Radhia Nasraoui et l'écarter de l'Instance»*.

Radhia Nasraoui, qui est également membre du sous-comité de lutte contre la torture à l'Onu, estime qu'elle est indépendante et refuse que l'on dise le contraire, sous prétexte qu'elle soit l'épouse de Hama Hammami, porte-parole du Front populaire (opposition).

«Je suis l'épouse de Hama Hammi mais je ne suis pas son ombre».

«Je milite depuis 1974 et je le faisais avant même d'avoir rencontré Hama Hammami. J'ai toujours défendu tout le monde, faisant fi de l'idéologie ou de l'appartenance des victimes et je continuerai à le faire, car de toute façon, je n'ai pas besoin d'avoir un poste pour militer», a indiqué Me Nasraoui, en rappelant qu'elle dénonçait les abus dans une Tunisie gérée des dictateurs, avec tous les risques que cela comportait, et sans titre officiel.

«C'est parce qu'ils sont ignorants qu'ils font ce raisonnement, car ils pensent qu'une femme est dépendante de son mari et qu'elle ne peut être réellement libre», a-t-elle ajouté.

Me Nasraoui, une militante historique à laquelle le tandem Nidaa-Ennahdha a tourné le dos.

Si l'on colle à Radhia Nasraoui l'étiquette Hama Hammami pour pouvoir remettre en doute son indépendance, et expliquer son absence de l'Instance, on aurait peut-être dû en faire autant avec Dhiaeddine Mourou, qui n'est autre que le fils de Abdelfettah Mourou, vice-président d'Ennahdha. Mais, dans le cas de ce dernier, les députés de Nidaa étaient là pour donner le coup de pouce...

Ceux et celles qui ont cru Béji Caïd Essebsi et ses obligés sur parole et les ont portés au pouvoir lors des dernières élections doivent aujourd'hui s'en mordre

amèrement les doigts, car en barrant la route à Me Nasraoui, les Nidaistes ont prouvé encore qu'ils ont trahi leurs électeurs... définitivement.



30-03-2016

Laurence Rossignol attaque les marques de vêtements islamiques

La ministre des Droits des femmes a accusé ces entreprises de faire "la promotion de l'enfermement du corps des femmes", les qualifiant d'"irresponsables".

Laurence Rossignol a fustigé mercredi les marques vendant des vêtements islamiques estimant qu'elles étaient « irresponsables » et faisaient « d'un certain point de vue la promotion de l'enfermement du corps des femmes ». Sur RMC, la ministre des Droits des femmes a expliqué à propos du développement par plusieurs enseignes de vêtements adaptés aux traditions musulmanes comme le « burkini » (maillot de bain intégral) ou le hijab (foulard islamique) : « On ne peut pas admettre que c'est banal, que c'est anodin que de grandes marques investissent ce marché. »

« C'est irresponsable de la part de ces marques », a-t-elle insisté. « Lorsque des marques investissent ce marché (...) parce qu'il est lucratif, un marché pour les pays d'Europe, pas un marché pour les pays du Golfe (...), elles se mettent en retrait de leur responsabilité sociale, et d'un certain point de vue font la promotion de l'enfermement du corps des femmes », a déclaré Laurence Rossignol.

« De moins en moins de femmes vivent de manière libre dans leur quartier »

« Ce qui m'a frappée, ce sont les arguments, les justifications que donnent ces marques qui expliquent que c'est juste des vêtements, mais qu'ils ne font la promotion d'aucun mode de vie. Comme s'il y avait une dissociation entre les vêtements et les modes de vie », a-t-elle ajouté. « Bien entendu, nous observons que c'est accompagné (ces tenues NDLR) dans de nombreux quartiers de phénomènes sur la voie publique. (...) Par exemple, on voit de moins en moins de femmes dehors, dans la rue, dans les cafés. On voit de moins en moins de femmes vivre de manière libre dans leur quartier », a estimé la ministre.



31-03-2016

Si j'avais été un homme à Beni Mellal

Au début du mois de mars, dans le centre du Maroc, deux homosexuels ont été sauvagement agressés par un groupe d'hommes. Ils ont été arrêtés par la police alors que les responsables des violences étaient laissés libres. L'une des victimes a été condamnée à quatre mois de prison ferme. Deux des agresseurs ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis. La deuxième victime doit être jugée le 4 avril.

•

Si j'avais été un homme à Beni Mellal, par Leïla Slimani

On a tous joué, un jour, à se demander, «*qu'aurais-je fait si j'étais né en 1939 à Berlin?*», «*Comment aurais-je agi en 1994 à Kigali ?*» Moi, je me demande ce que j'aurais fait si, au lieu de naître dans un quartier bourgeois de Rabat, j'étais né homosexuel dans la petite ville de Beni Mellal ? Si une nuit, alors que j'étais avec un homme, d'autres hommes étaient entrés ? Des hommes qui en voulaient à ma peau, des garçons assoiffés de sang, prêts à me réduire en miettes. Et pendant qu'ils m'auraient frappé, humilié, filmé, insulté, pendant ce temps, j'aurais pensé que je n'étais pas seulement victime, mais qu'aux yeux de la loi j'étais aussi coupable. Et que la police, qui viendrait peut-être arrêter mes bourreaux, m'arrêterait moi aussi et qu'en riant, sans doute, ils me traîneraient en prison.

Et si, au lieu d'avoir des parents qui m'ont appris qu'aucune religion ne justifie la haine, la violence, le lynchage des filles de joie et la mise au ban des mécréants, j'avais été tueur de pédés, père la morale, misogynne sûr de son droit ? Si, comme certains de mes concitoyens, j'étais né persuadé qu'il faut enfermer les débauchés, les adultérins, les femmes non mariées et non vierges, et les homosexuels? Si j'avais haï l'Occident, les juifs, les lesbiennes et les femmes libres ? Si, au lieu de naître fille dans une famille où mon corps m'appartenait, où il était acquis que ce corps était digne d'être respecté, d'aimer et de jouir, si au lieu de ça j'avais dû me cacher pour recevoir un baiser, me cacher pour me débarrasser de l'enfant qui s'y était niché mais dont je ne pouvais assurer

l'éducation?

Bien sûr, on m'accusera de ne pas aimer mon pays, de ne pas respecter ma religion et mon identité. On me dira qu'on ne transige pas avec la débauche, que le Maroc n'est pas la Suède, et que la condamnation du stupre, de l'amour libre et des relations entre gens de même sexe fait partie de nos fondamentaux. D'autres, depuis leurs bureaux de facultés françaises, m'accuseront peut-être de diffuser des «*clichés orientalistes*» et de nourrir un discours islamophobe. A ceux-là, je dirai d'aller voir dans les prisons croupir les femmes adultères et les homosexuels, dont les peines ne sont pas des fantasmes que j'ai inventés.

À LIRE AUSSI Abdellah Taïa : «Le problème de l'homophobie au Maroc n'est pas religieux mais politique»

Je sais à quel point tout cela repose sur des si et de fragiles conditionnels. C'est d'ailleurs le propre de l'arbitraire. J'ai eu beaucoup de chance, et peut-être devrais-je me contenter d'en jouir. Il y a une certaine indécence à me mettre dans la peau de ceux dont on veut la peau. Car j'ai eu mes parents, j'ai grandi dans mon quartier, j'ai lu autant de livres que je voulais, j'ai voyagé, étudié. Mais je dois dire que j'ai rencontré au Maroc des centaines de personnes qui n'avaient pas eu tout cela, et qui, pourtant, croient qu'il faut vivre et laisser vivre, et que chaque homme a droit à la dignité et à la protection. Ça n'est pas une morale de bourgeois ou d'Occidental, ça n'est en rien contraire à ce qui fait le cœur de la culture marocaine. Le chemin des *Lumières* n'est l'apanage d'aucun peuple ni d'aucune religion, il devrait être notre horizon à tous.



31-03-2016

HRW : Des hommes poursuivis en justice pour homosexualité

La loi tunisienne qui criminalise les rapports homosexuels consentis entre adultes est discriminatoire et ouvre la porte aux abus perpétrés par la police à l'encontre d'hommes homosexuels ou perçus comme tels.

Les autorités tunisiennes ont poursuivi au moins sept hommes en justice pour des rapports sexuels entre personnes consentantes de même sexe dans deux affaires

judiciaires importantes au cours des six derniers mois. Tous les hommes en question ont été condamnés en vertu de l'article 230 du code pénal, qui criminalise la « sodomie » avec des peines pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. Human Rights Watch a mené des entretiens avec cinq hommes ayant été condamnés. Tous ont affirmé que la police leur a fait subir des violations graves de leurs droits humains, y compris des passages à tabac, des examens anaux forcés de même que des humiliations répétées.

« Le gouvernement tunisien n'a pas à se mêler des comportements sexuels privés des gens en les brutalisant et en les humiliant sous le prétexte de faire respecter une loi discriminatoire », a déclaré Amna Guellali, directrice du bureau de Tunis. « La Tunisie devrait rayer de ses codes de telles lois archaïques, et les membres de la police qui ont maltraité ces hommes devraient être tenus pour responsables. » Le gouvernement devrait prendre des mesures pour abroger l'article 230 du code pénal et émettre une directive enjoignant une cessation immédiate des examens anaux dans le cadre des procédures d'enquête entreprises par la police afin de déterminer le comportement sexuel d'une personne, a déclaré Human Rights Watch. Le gouvernement devrait également enquêter sur les rapports faisant état de mauvais traitements, y compris en mettant en place un mécanisme de plainte confidentiel pouvant servir à tous les cas d'abus commis par les membres de la police.

En septembre 2015, à Sousse, ville située à 120 kilomètres de Tunis, la police a arrêté « Marwen », un étudiant de 22 ans dont le prénom a été changé pour sa protection. Le Tribunal de première instance de Sousse l'a condamné à un an de prison pour sodomie, en partie sur la base du rapport médical relatif à un examen anal entaché de graves irrégularités.

Dans un autre cas documenté par Human Rights Watch, la police a arrêté en décembre six étudiants dans la ville de Kairouan, à 166 kilomètres de Tunis, alors qu'ils étaient dans leur logement d'étudiants, pour des accusations de sodomie et leur a fait subir des examens anaux. Le 10 décembre, le Tribunal de première instance de Kairouan les a condamnés à trois ans de prison et a ordonné leur bannissement de Kairouan pour une période supplémentaire de trois ans.

La Cour d'appel de Sousse a réduit la peine dans les deux affaires – à deux mois dans la première, et à un mois dans la seconde. Mais ces hommes conservent

leurs condamnations sur leurs casiers judiciaires et ont déjà purgé une peine de prison.

Human Rights Watch a interviewé séparément quatre des six étudiants après leur remise en liberté provisoire dans l'attente de l'audience d'appel. Human Rights Watch a également interviewé Marwen, qui a été remis en liberté après deux mois. Human Rights Watch a également interviewé leurs avocats, trois militants d'associations concernées par les droits des minorités sexuelles de même qu'un médecin légiste familial avec l'emploi des examens anaux en Tunisie. Human Rights Watch a également analysé les documents judiciaires, les rapports d'enquête de la police de même que les rapports médico-légaux des examens anaux des cinq cas.

Depuis le moment de leur arrestation jusqu'à leur remise en liberté, ces jeunes hommes ont décrit plusieurs abus commis par la police, y compris des remarques humiliantes et dégradantes à propos de leur homosexualité présumée, de même que des passages à tabac dans les commissariats et dans la prison.

Ils ont également décrit la manière dont les médecins légistes dans les hôpitaux publics les ont soumis à des examens anaux, avec l'objectif prétendu de trouver des « preuves » d'un comportement homosexuel. Selon Physicians for Human Rights, les examens anaux n'ont aucune valeur médicale ou scientifique pour déterminer si un rapport sexuel anal entre personnes consentantes a eu lieu. En outre, ces examens représentent une forme de torture ou de traitement cruel, dégradant et inhumain, interdit par la Convention contre la torture, le PIDCP et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Les cinq hommes ont déclaré à Human Rights Watch que les passages à tabac, les humiliations et les examens anaux les ont traumatisés et au moins quatre ont dit que leurs familles et communautés les avaient rejetés. « La douleur physique s'en va, mais la douleur psychologique et émotionnelle persiste », a déclaré l'un des étudiants en relatant ce qu'il a vécu.

Les poursuites pour des comportements sexuels privés entre des adultes consentants portent atteinte aux droits à la vie privée et à la non-discrimination garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel la Tunisie est signataire. Le Comité des Nations Unies pour les droits de l'homme, qui est chargé de surveiller le respect du Pacte, a clairement précisé à plusieurs

reprises que l'orientation sexuelle est un statut protégé contre la discrimination en vertu de ces dispositions. Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a statué que les arrestations pour relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe sont, par définition, arbitraires.

Ces droits sont reflétés par la constitution tunisienne de 2014. L'article 24 oblige le gouvernement à protéger les droits à la vie privée et l'inviolabilité du domicile.

L'article 21 stipule que « Les citoyens et les citoyennes, sont égaux en droits et devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination aucune. » L'article 23 interdit « la torture morale et physique ».

Les militants tunisiens qui ont publiquement condamné ces poursuites ont fait face à des tentatives de les réduire au silence. Le 4 janvier 2016, le Tribunal de première instance de Tunis a notifié Shams, qui s'était enregistrée auprès du gouvernement en mai 2015 comme une organisation travaillant pour soutenir les minorités sexuelles et de genre, que le tribunal suspendrait ses activités pendant 30 jours. La suspension a fait suite à une plainte de la part du secrétaire général du gouvernement, qui, en décembre, a envoyé un avertissement au groupe, le notifiant de mettre fin aux violations présumées de la loi sur les associations après que le vice-président de Shams a publiquement condamné les poursuites pour relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe. Le 23 février, le tribunal administratif a annulé la décision et levé la suspension.

« Le traitement abusif de ces hommes de la part des autorités tunisiennes, simplement parce qu'elles les suspectent d'homosexualité, jette une ombre sur les avancées en matière de droits humains accomplies par le pays depuis la révolution », a conclu Amna Guellali. « La police devrait arrêter de dépouiller des hommes de leur dignité à cause de leur orientation sexuelle. »

Retrouvez [ICI](#) le rapport entier de HRW sur les maltraitances et les abus subis par les homosexuels.

Human Rights Watch



01-04-2016

Le centre hippique de Mahdia au secours des enfants autistes

Le centre hippique de Mahdia organise une journée portes ouvertes, samedi, à l'occasion de la Journée mondiale (2 avril) de la sensibilisation à l'autisme.

C'est au cœur de la zone touristique de Mahdia que se trouve le centre hippique porteur du projet Zoo.Ani.Me, et qui propose notamment des séances, des stages et des cours de formation en zoothérapie, destinés aux Mahdois et aux vacanciers de passage.

La zoothérapie pour les autistes est peu connue en Tunisie et le centre de Mahdia met en contact des enfants malades avec plusieurs animaux : des singes, des chevaux, des poneys des Mogods, une race tunisienne menacée de disparition, autant que les Sloughis, les lévriers berbères et autres.

La directrice du centre est italienne : Gabriella Incisa di Camerana. Elle vit à Mahdia depuis 23 ans. *«Par amour d'un cheval, blanc comme celui des contes de fées et cela fait plus de 20 ans que ça dure»*, a-t-elle précisé.

Pour Mme Camerana, instructeur et dirigeant international et zoothérapeute, le projet Zoo.Ani.Me a élaboré une méthode d'apprentissage et de communication, tout en protégeant des animaux menacés de disparition et en contribuant au tourisme de santé, notamment par l'ouverture d'un centre pour les vacanciers.

«Joindre l'utile à l'agréable et savoir faire du bien à ceux qui en ont besoin», a-t-elle indiqué, ajoutant : *«Les animaux savent aider les autistes, car ils réussissent mieux que les hommes dans la communication non verbale et l'art de partager les émotions»*.

Les Nations-Unies ont adopté, le 18 décembre 2007, la résolution 62/139 et déclaré le 2 avril « *Journée mondiale de la sensibilisation à l'autisme* ». Une journée pour sensibiliser la société à cette maladie congénitale et encourager le diagnostic et l'intervention précoces.

Déchiré entre sa famille et son homosexualité

Ahmed cache son homosexualité à sa famille afin d'éviter d'être ostracisé. «Je sais aussi que le jour où je vais le dire à ma mère, je vais perdre ma famille. Elle ne va pas accepter ma réalité, mon homosexualité.»

S'il retourne dans son pays natal, Ahmed risque la prison. Il doit mener une double vie, sans quoi sa famille risque de le renier ou d'être ostracisée. La vie d'un musulman homosexuel peut devenir un enfer si son orientation sexuelle est connue. D'origine tunisienne, l'homme dans la vingtaine qui vit avec sa famille à Montréal lève le voile sur cette vie «secrète». *Le Journal* a changé son nom et caché des détails de sa vie pour protéger son identité.

Est-ce que ta famille est au courant de ton homosexualité ?

Non, mais ma sœur l'a appris dernièrement. Je suis allé dormir chez des amis un soir. Elle a utilisé mon laptop et elle a vu mon Facebook qui était ouvert sur mon deuxième compte, qu'elle ne connaissait pas [car il est secret]. Elle s'est alors posé des questions. Elle a lu mes discussions, vu mes photos et c'est là qu'elle a compris que je suis gai.

Comment a-t-elle réagi ?

Elle m'a appelé et s'est mise à crier: «Tu reviens tout de suite et tu vas voir ce que je vais te faire, à toi et tes amis». Je lui ai répondu qu'ici au Québec elle ne pouvait rien me faire. Elle m'a dit qu'elle me renverrait en Tunisie [où je peux être condamné à la prison].

Le lendemain matin, il y a eu confrontation ?

Oui. Elle est venue s'asseoir à mes côtés et elle m'a dit qu'elle était vraiment choquée, qu'elle ne s'attendait pas à ça de moi. (...) Elle m'a demandé pourquoi je faisais ça, pourquoi je ne pensais pas à ma mère et pourquoi j'avais changé. Elle a mis la faute sur mes amis. Je lui ai répondu que j'avais toujours été gai. Elle m'a alors dit que j'étais malade et qu'elle savait comment me guérir. Je lui ai fait savoir que j'avais déjà essayé de changer et que j'avais vu un psychiatre. Je m'étais moi

aussi demandé si j'étais malade, mais ce n'est pas une maladie, l'homosexualité. Elle a alors critiqué le psychiatre en le traitant, lui aussi, de malade et d'homosexuel.

Est-ce que ta sœur t'a forcé à le dire à ta mère ?

Elle m'a lancé à voix haute «Allez! dis-le à ta mère, qui tu es. Puis, tu verras si ce que tu fais est bon ou non. Et tu vas voir qu'elle va tomber et mourir sur place. Autant on t'a aimé avant, autant on va te détester maintenant.» Mais je ne l'ai jamais dit à ma mère et j'ai plutôt changé de sujet. Je ne voulais pas en parler tout de suite.

« Je vis dans une vie qui ne m'appartient pas. Tous les jours, j'entre chez moi et je ferme ma cellule, et le lendemain j'en sors. »

Elle a évoqué la religion ?

Oui, elle m'a dit que je passerais toute l'éternité en enfer. J'ai voulu lui expliquer que ce n'était pas un choix, que j'étais comme ça. Elle n'a pas voulu m'entendre et m'a demandé de ne pas la toucher, car j'étais dégoûtant. Elle m'a lancé: «Tu n'es plus mon frère que je connais.» J'ai eu tellement de peine et je me sentais mal aussi parce que je suis très proche de ma famille, surtout de ma mère et de mes sœurs. J'ai toujours été le fils parfait et le frère parfait. Tout le monde m'aime, je suis gentil et j'aide les autres. Dans ma famille et dans mon entourage, tout le monde dit aux plus jeunes d'être comme moi. J'ai toujours fait mon possible pour être ce fils parfait et être homosexuel, ça ne devrait déranger personne, car je vais rester le même.

Est-ce qu'elle a compris ?

Non, elle m'a même dit que je n'étais plus un homme. Et que si un jour, elle devait dire à son mari qu'elle m'avait à ses côtés en sachant que suis homosexuel, je ne pourrai plus la défendre parce que je suis un «pédé». Elle m'a dit de réfléchir à ce que ma mère va vivre quand elle va marcher dans la rue et que tout le monde va lui dire qu'elle a un fils pervers et gai. (...) Ma sœur veut maintenant me guérir en me trouvant une femme et en m'obligeant à me

marier. Elle ne veut pas l'accepter, elle croit que c'est une période ou que je suis en dépression. Ma sœur a dit à ma mère de me surveiller et de ne pas me laisser seul [sans lui spécifier qu'Ahmed est homosexuel]. Si bien que ma mère pense que je sors avec des amis qui se droguent et que moi aussi je consomme.

Comment as-tu vécu ton homosexualité en Tunisie ?

J'étais discret et je ne m'acceptais pas comme gai. Je me suis toujours dit que c'était une période qui allait passer. J'ai même eu une relation avec une femme pendant plusieurs années. Il n'y avait pas de rapports sexuels à cause de la religion qui interdit les rapports avant le mariage. C'était une bonne chose pour moi (rires). J'étais avec une bonne fille et je projetais l'image que ma famille et mon entourage voulaient. J'ai alors essayé de me changer et de m'adapter à la situation, mais même quand elle essayait de m'embrasser, je n'y arrivais pas.

Et la question du mariage ?

Comme le veut la religion musulmane, quand tu sors avec une femme pendant plusieurs années, tu dois l'épouser. Sa mère et la mienne ont commencé à parler de mariage et des préparatifs. Ma blonde parlait de sa robe de mariage et moi, je lui disais que je n'aimais pas ses idées. J'essayais toujours d'éviter le sujet. Et un jour, je n'étais plus capable de continuer et j'ai arrêté la relation. J'ai dit à ma blonde que je ne ressentais rien pour elle et qu'elle serait mieux avec quelqu'un d'autre.

Tu n'as jamais été capable de l'avouer à ta copine non plus ?

Non, parce que tout le monde l'aurait su. Et je ne l'ai jamais dit en Tunisie. Même entre amis ou voisins, on n'en parlait pas. Je ne pouvais même pas défendre ceux qu'on savait gais. Et comment l'homosexuel est traité par la société là-bas, c'est l'enfer.

Les lois en Tunisie sont très dures pour les gais ?

Si tu es homosexuel, tu es condamné à la prison. Alors, même quand je pars en Tunisie en vacances, je supprime toutes mes photos et mes messages textes, car si tu es arrêté par la police pour un contrôle de papiers ou qu'elle a un doute sur

toi, elle a le droit de vérifier ton cellulaire. Et si la police trouve des messages ou des photos incriminantes, elle peut exiger un test anal. Si tu vas en prison, les policiers disent aux prisonniers: «Ce gars est gai, amusez-vous avec lui.» Après trois ans de prison, la personne se suicide ou elle veut se venger quand elle sort. (...) Et si tu demandes aux Tunisiens ce qu'ils pensent des gais, ils vont dire que ce sont des pervers. Ils sont *brainwashés*. Dans certaines mosquées [plus radicales], l'imam invite les gens à dénoncer l'homosexualité et juste en parler, c'est un crime. Certains extrémistes veulent même la mort des gais.

Tu as déjà pensé au suicide ?

Oui, un jour, j'ai voulu prendre des pilules pour me suicider pour que ça s'arrête et pour ne pas faire souffrir ma famille. Je ne voulais pas non plus d'une vie où je dois me marier avec une femme pour faire plaisir à ma famille. Ç'aurait été encore plus l'enfer. Mais j'ai travaillé fort pour m'en sortir, pour chasser mes idées noires. C'était difficile, parce que j'étais toujours contre la personne que je suis réellement.

Tu as des trucs pour cacher ta double vie à Montréal ?

Oui. Avant d'arriver à la maison, je déchire tous mes papiers. Si je garde des choses d'HELEM (organisme qui lutte contre l'homophobie au sein de la communauté arabophone à Montréal), je dois les cacher dans mes poches intérieures. Je m'enferme dans ma chambre et je trouve des endroits pour les cacher. Je fais même des trous dans des objets pour en faire des cachettes. Je me prépare toujours des excuses avant que ma sœur me téléphone pour que ce soit crédible. Si je parle avec un ami gars, je fais semblant de parler à une fille. Je vis une double vie tout le temps. Ça me cause aussi des problèmes avec mon copain, parce qu'il voudrait que je le présente à ma famille.

Est-ce que le Québec t'a aidé à t'affirmer comme gai ?

Oui, beaucoup. En Tunisie, [pays qu'il a quitté pour Montréal lorsqu'il était enfant] je n'aurais jamais pu me construire un avenir. J'ai compris qu'ici il y a des droits protégés pour les homosexuels et ça m'a donné confiance pour m'accepter. Et, à l'extérieur de ma famille, les gens savent que je suis gai, parce que je le dis,

même au travail. [Il occupe un petit emploi en attendant de trouver un travail dans son domaine d'études.] Il y a quelque chose qui a changé en moi, dernièrement.

Pourrais-tu le dire à ta mère ?

Quand je la vois, j'ai envie de lui annoncer mon homosexualité. Je suis la fierté de ma mère et j'essaie d'être toujours à la hauteur de ses attentes, mais j'en ai marre de me cacher. Une chance que mes amis sont plus ouverts. Ils me disent: «Si tu es heureux, nous le sommes aussi», mais chez moi, ce n'est pas comme ça. Pour ma famille, je ne peux pas être heureux et gai. L'entourage le dit: on est mieux mort qu'homosexuel. (...) Et même si ma famille voulait l'accepter, la communauté musulmane les en empêcherait. Cette religion sera la barrière. Tu ne peux même pas être ami avec un gai. J'aimerais bien qu'on soit tous d'accord un jour pour enlever les religions et que nous ne soyons que des êtres humains à part entière.

Et que penses-tu de ta religion qui est contre l'homosexualité ?

Un moment, je n'en voulais plus de la religion. Pourtant, j'ai longtemps parlé avec Dieu et je lui ai souvent demandé de me pardonner si être homosexuel est un péché. J'ai fait les prières tous les jours et je suis allé à la mosquée pour lui parler. (...) Mais après des recherches, j'ai compris que nous sommes tous des humains avec des sentiments et que moi, je n'ai rien fait de mal. Après avoir compris ça, je suis retourné à la religion. C'est sûr que c'est difficile de vivre en tant qu'homosexuel dans la religion musulmane, mais ça ne m'empêchera pas d'être près de Dieu, car lui, il le sait, qui je suis.

Qu'est-ce qui t'attend ?

Je ne suis pas capable de le dire directement à ma mère, mais j'aimerais qu'elle le sache un jour. J'encourage d'ailleurs les gens à le dire. (...) Moi, je vis dans une

vie qui ne m'appartient pas. Tous les jours, je rentre chez moi et je ferme ma cellule et le lendemain, j'en sors. Puis dans la journée, je suis contrôlé par téléphone. Je dois même envoyer des photos ou des preuves pour prouver à ma sœur ce que je fais. Ça devient très lourd. J'espère qu'en parlant de ma vie ça va au moins changer les mentalités, ce serait déjà beaucoup. Je veux conclure en disant aux parents: «Écoutez vos enfants avant qu'il ne soit trop tard.»

LES LOIS EN TUNISIE

- L'homosexualité est illégale
- La loi criminalise l'homosexualité féminine et masculine ainsi que la sodomie
- La peine de prison maximale est de trois ans
- Un examen anal peut être exigé pour prouver que la personne s'est livrée à la pénétration anale.

UN CAS TROUBLANT

En décembre 2015, un tribunal tunisien a condamné six jeunes étudiants à trois ans de prison pour sodomie. Ils ont été soumis à un test anal rebaptisé le «test de la honte» et les résultats ont été déposés comme éléments de preuve pour leur condamnation. Ils ont aussi été bannis de leur ville pendant trois ans. L'un des accusés a reçu six mois supplémentaires, car il avait des vidéos pornographiques sur son ordinateur. «Ce n'est pas dans la loi de bannir quelqu'un. Les islamistes mettent beaucoup de pression sur la justice et interprètent les lois comme ils le veulent», s'indigne Noomane **Raboudi, professeur à l'Université d'Ottawa.**

مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>02-04-2016</p>	<p>لماذا أقصيت راضية النصراوي من عضوية هيئة الوقاية من التعذيب</p> <p>ذكر موقع صوت الشعب انه تعليقا على نتائج الانتخابات للهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب التي أُعلن عنها صباح اليوم الأربعاء بمجلس نواب الشعب، قال النائب عن الجبهة الشعبية عبد المومن بالعانس أنّ نتائج الانتخابات هذه أثبتت أولاً أنّ الائتلاف الحاكم، رغم كلّ الخلافات التي تشقّه والتشردم والافتتال الداخلي صلبه، فإنّه بدأ "تماسكا" و"منسجما" كلّما تعلّق الأمر بالمحاصصة واللّهث وراء المواقع.</p> <p>وتعليقا على عدم التصويت لفائدة الحقوقيّة راضية النصراوي، أضاف النائب بالعانس "أنّه لا أحد بإمكانه المزايدة على هذه المناضلة في مجال مقاومة التعذيب وفضح الانتهاكات والدفاع عن حقوق الإنسان، وأنّ عدم تواجدها بالهيئة المذكورة هو خسارة كبرى لحقوق الإنسان ولتونس. وما يدعو حقاً للتعجب هو أن من كانت المحامية النصراوي تدافع عنهم لمّا كانوا ضحية آفة التعذيب صوّتوا ضدها وتواطؤوا مع جلاّديهم" حسب رأيه.</p> <p>وختم النائب تصريحه بالقول: "العبرة بالنتائج"، والنضال ضدّ آفة التعذيب ومن أجل تونس خالية من الانتهاكات سيتواصل بكلّ تماسك ومثلما كان دوما من قبل كلّ من آمن به، مهما كان موقعه، داخل الهيئة أو خارجها.</p>
 <p>29-03-2016</p>	<p>عقوبة إعدام الإرهابيين " : بين التأييد و الرفض "</p> <p>تتالت العمليات الإرهابية التي استهدفت أرواح الشهداء الأبرياء وهو ما أعاد بقوة الحديث عن ضرورة تنفيذ أحكام الإعدام ضدّ الإرهابيين والقتلة فاختلقت الآراء وتباينت المواقف.</p> <p>فالعديد من المنظمات الحقوقية ترى وجوبية إلغاء حكم الإعدام والإكتفاء بالمؤبد نظرا لأنّ هذه</p>

العقوبة تنفي الحق في الحياة باعتباره حقًا أساسيًا لا يمكن المساس به. وبين ضرورة الإبقاء على العمل بحكم الإعدام وتنفيذه خاصة في العمليات الإرهابية التي تزهق عديد الأرواح البريئة وهي مواقف نادت بها خاصة عائلات الشهداء الملتاعة من فقدان أبنائه

و منذ حوالي 20 عاما لم يقع تنفيذ عقوبة الاعدام في حق اي من المحكوم عليهم وبالتالي يمكن القول ان تونس اختارت حلا وسطا وهو الابقاء على العقوبة في القانون دون تنفيذها على ارض الواقع و الخروج بذلك من مازق الضغوطات من الطرفين. وقد سبق للحكومة ان ذكرت اكثر من مرة انها على وعي تام بأن الاعدام مناف لمبادئ حقوق الانسان لكن ليس من السهل الغاؤه من سلم العقوبات للاعتبارات المذكورة سابقا

وبحسب الملاحظين فإنّ آخر مرّة تم فيها تنفيذ حكم الإعدام في تونس كانت سنة 1991 وذلك ضدّ سفاح نابل ناصر الدامرجي الذي قتل 14 طفلا بعد اغتصابهم ومنذ ذلك التاريخ الى اليوم لم يقع تنفيذ أي حكم بالإعدام على الرغم من أنّ أحكام الإعدام فاق 140 حكم شملت جرائم مختلفة مثل القتل مع سابق الاصرار والترصد والإغتصاب وهتك العرض والسرققة باستعمال العنف التي تنتهي بجريمة قتل.

وما أعاد الحديث عن حكم الإعدام في مجتمعنا بين رافض للإبقاء عليه في دستور تونس الجديد وتحديدًا في صفوف المعارضة وعدد من المنظمات الحقوقية والذي بلغ حدّ اعتباره نقطة سوداء لطخت دستور الجمهورية خاصة بعد ثورة الكرامة وبين مناد بضرورة تطبيق عقوبة الإعدام خاصة بعد العمليات الإرهابية الدامية

سياقات ” ارتأت ان تتوجه بالسؤال : هل أنت مع تطبيق عقوبة الاعدام على الارهابيين الذين رفعوا السلاح في وجه التونسيين وضيوفهم من السياح الاجانب الابرياء وقتلوا وشردوا

العشرات أم ضد؟

تنفيذ عقوبة الإعدام الية لردع الإرهابيين

في هذا الصدد قالت رئيسة مركز الدولي للدراسات الإستراتيجية و الأمنية و العسكرية بدرة قعلول لسياقات أنه يجب تنفيذ عقوبة الإعدام على الإرهابيين 'مفيدة أن الأشخاص المتورطين في العمليات الإرهابية متورطون في مقتل الأبرياء و خيانة الأمن القومي و بالتالي تنفيذ هذه العقوبة واجب .

و أضافت أن عقوبة الأعدام من أنجع الليات لدرع كل من ينخرط في الأعمال الإرهابية و تطبيق العقوبة ضرورية خاصة و أن تونس تعيش حربا ضد الإرهاب في الفترة الأخيرة . و أشارت أنه لا يجب التسامح مع الإرهابيين و من المفروض أن يتم التعامل معهم بكل صرامة خاصة و أن قانون مكافحة الإرهاب يخول تنفيذ الإعدام عليهم .

مؤكدة أن العفو و السجن المؤبد ليس حلا لردع هؤلاء ذاكرة الإرهابي مفتاح منيطة قائد مجموعة 'الدواعش' في الهجوم الإرهابي الأخير بين قردان ' و الذي تم إطلاق سراحه بعد الثورة في العفو التشريعي العام و تقديم تعويض جراء تعذيبه في نظام بن علي حسب قولها مع العلم أن المعطيات الثابتة و الموثقة بملف الإرهابي مفتاح منيطة، قائد مجموعة "الدواعش" في عملية بن قردان، حوكم سنة 2008 بتهمة الإرهاب في عهد الرئيس الأسبق زين العابدين بن علي بعد تسليمه لتونس من طرف الولايات المتحدة الأمريكية وكان موقفا بسجن "غوانتنامو" الذي أمر الرئيس الأميركي أوباما بغلقه وإخلائه من المساجين... .. فيما أطلق سراحه بعد الثورة وشمله العفو التشريعي العام وقبض مبلغ 350 ألف دينار جراء تعذيبه من قبل نظام بن علي. من جهته إعتبر نائب رئيس مجلس نواب الشعب عبد الفتاح مورو , في تصريح لسياقات أن

عقوبة إعدام الإرهابيين منصوص عليها في القانون التونسي و أن تطبيقها متعلق بقرار من رئيس الجمهورية الباجي القايد السبسي .

مفتي الجمهورية يرفض التسامح مع الارهابيين

أما مفتي الجمهورية عثمان بطّيح فقد قال أنه مع تنفيذ عقوبة الإعدام على الإرهابيين لأنهم مارقين عن القانون وعن كل القيم الإنسانية والإسلامية والأخلاقية وهم ضد الإنسانية، ويجهلون الإسلام واعتبرهم مجاورين يتسلمون أموالا من المنظمات الإرهابية الداعمة للإرهاب على غرار تنظيم "داعش". واعتبر أنه لا يمكن التسامح معهم بدعوى حقوق الإنسان فمثل هؤلاء لا يمكن أن تطبق عليهم حقوق الإنسان مقارنة بما يقومون به من أفعال وحشية لا تمت للإنسانية بصلة، كما أنهم لا يعترفون بقوانين وبحقوق الإنسان وبالدولة وقوانينها رغم أنها مستمدة من الشريعة الإسلامية والإسلام ولا يأمنون بالديمقراطية ولا بالوطن بل يعترفون بقانون الغاب لذلك لا بد من التعاطي معهم بصرامة من حيث تطبيق القانون عليهم. وفي سياق آخر شدد مفتي الجمهورية على ضرورة أن ننسى خلافاتنا واعتصاماتنا واضراباتنا ونقف يد واحدة ضد أولئك الإرهابيين..

وزير العدل السابق : عقوبة الإعدام غير ناجعة ,,,

سألنا وزير العدل السابق محمد صالح بن عيسى ان كان مع تطبيق عقوبة الإعدام على الإرهابيين أم لا؟ فاعتبر في تصريح لسياقت " أنه لم يتم حذف عقوبة الإعدام في جرائم الحق العام من المجلة الجزائية وأن هناك أحكاما صدرت بالإعدام سواء في قضايا حق عام أو قضايا إرهاب ولكن تنفيذ تلك العقوبة في جرائم الحق العام لم يتم منذ التسعينات الا نادرا.

وأضاف وزير العدل السابق أن تنفيذ عقوبة الإعدام على الإرهابيين تنفيذ عقوبة الإعدام طريقة غير ناجعة ولم تقلل من الجريمة كما أن الحق في الحياة هو حق مقدس، واعتبر أن هناك طرقا

أخرى للإصلاح بتوخي دراسات اجتماعية وسوسولوجية وبالبحث في أسباب الجريمة ومسبباتها ، مشيراً أنه لا بد من إعادة النظر في القانون الجزائري برمته مع العلم أن دستورنا الحالي نص على أن الحق في الحياة حق مقدس الا في حالات استثنائية.

الحكم بالإعدام عقوبة قاسية ووحشية ,,, وليس لها تأثير على الإرهابيين

الحكم بالاعدام عقوبة قاسية ووحشية فالاعدام شأنه شأن التعذيب حيث يشكل اعتداء جسدياً بالغاً على الشخص حيث لا يمكن قياس الآلام الجسدية التي يسببها قتل انسان كما لا قياس للمعاناة النفسية السابقة لتنفيذ الحكم على المحكوم عليه.

هذا ما عبرت عنه رئيسة منظمة مناهضة التعذيب راضية النصراوي لسياقات مضيئة أن تونس مطالبة بالإتفاقيات الدولية لمناهضة التعذيب و المتضمنة للعقوبات القاسية المصادق عليها سنة 1988 مشيرة إلى أن أغلبية الدول ألغت عقوبة الإعدام مثل فرنسا و الدول الإسكندنافية

و أكدت أن العديد من المنظمات التونسية و منها منظمة مناهضة التعذيب تطالب بإلغاء عقوبة الإعدام نهائياً باعتبارها عقوبة لا إنسانية معتبرة أن الحديث عن أنها وسيلة لردع الإرهابيين غير صحيح و أن ليس لها تأثير .حسب تعبيرها

من جهته قال مدير فرع منظمة العفو الدولية في تونس لطفي عزوز . لسياقات ان احد الحقوق الانسانية التي ضمنتها كل المواثيق الدولية هي الحق في الحياة وان عقوبة الاعدام لا تعتبر رادعة للجريمة وان من يعتبر الاعدام اداة لخفض نسبة الجريمة موقفه خاطئ وغير منطقي على حد تعبيره مفسرا ذلك بان اغلب البلدان التي ألغت عقوبة الاعدام شهدت تراجعاً في نسب الجريمة وان 19 ولاية من أصل 51 ولاية في الولايات المتحدة الامريكية قد ألغت عقوبة الاعدام أيضا بالنسبة للجزائر .

و بين عزوز أن حكم الإعدام الذي يطبق على الارهابيين قد يحولهم في نظر حلفائهم الى شهداء أو «قديسين» وهو ما يدفعهم الى التوغل في العمليات الارهابية اكثر فاكثر لنيل الشهادة في اعتقادهم.

وأضاف محدثنا ان كل منظمات حقوق الانسان تقف ضد عقوبة الإعدام وتنادي بالتخلي عن تنفيذ هذه العقوبة والاكْتفاء بحكم المؤبد فقط.

مشيرا إلى تنفيذ حكم الإعدام يكون جائزا حسب المواثيق الدولية في حالة توجيه تهمة الإبادة و ضد الإنسانية .

ومنذ 1991 وبعد تنفيذ حكم الإعدام في قضية سفاح نابل لم يتم الى يومنا هذا تنفيذ هذه العقوبة وهذا لا يعني توقف المحاكم عن إصدار الاحكام بالإعدام.

و تواصل المحاكم التونسية إصدار أحكام الإعدام تطبيقا للمجلة الجزائية الجاري بها العمل دون تنفيذ هذه العقوبات خاصة بعد أن أمضت تونس في 21 ديسمبر 2012 على توصية الجلسة العامة لمنظمة الأمم المتحدة المتعلقة بوقف تنفيذ هذه العقوبة.

مع العلم أن مجلس نواب الشعب صادق في قانون "مكافحة الإرهاب" الجديد عقوبات تصل إلى الإعدام، رغم انتقادات منظمات غير حكومية وتجميد تنفيذ هذه الأحكام.

وناقش نواب مجلس الشعب 33 من أصل 139 مادة في مشروع القانون، تم تبني عدد كبير منها، بينها ثلاث تنص على عقوبة الإعدام.

وتنص المادة 26 في مشروع القانون على أنه "يعد مرتكبا لجريمة إرهابية ويعاقب بالإعدام كل من يتعمد قتل شخص يتمتع بحماية دولية".

وتنص المادة 27 على إعدام "كل من قبض على شخص أو أوقفه أو سجنه أو احتجزه دون إذن قانوني، وهدد بقتله أو إيذائه أو استمرار احتجاجه من أجل إكراه طرف ثالث"، إذا نتج عن ذلك الموت.

وتنص المادة 28 على عقوبة الإعدام "إذا تسبب الاعتداء بفعل الفاحشة في موت المجني عليه، كما يعاقب بالإعدام كل من يتعمد في سياق جريمة إرهابية موقعة أنثى دون رضاها".

وتبنى النواب هذه المواد رغم دعوات المدافعين عن حقوق الإنسان ومنظمات غير حكومية، بينها منظمة العفو الدولية وهيومن رايتس ووتش، إلى إلغاء عقوبة الإعدام في تونس

وفاء القلعي

جمهورية

30-03-2016

راضية النصراوي: أزجت الائتلاف الحاكم فقرروا اقضائي من هيئة الوقاية من التعذيب

صوت اليوم الاربعاء 30 مارس، مجلس نواب الشعب على اختيار 16 عضوا للهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب من بين 48 مترشحا من بينهم الناشطين الحقوقيين راضية النصراوي وايمان الطريقي اللائي لم يتحصلا على الأصوات الكافية.

وفي هذا السياق، قالت راضية النصراوي في تصريح لموقع الجمهورية، أن 37 نائبا صوتوا لها غير أنها لم توفق في الحصول على مقعد في هيئة الوقاية من التعذيب.

واعتبرت النصراوي أن عملية التصويت بالمجلس، جرت على أساس الولاءات والصدافة بين الائتلاف الحاكم، ليعينوا أعضاء مقربين لهم.

وأضافت الناشطة الحقوقية، أن الائتلاف الحاكم يعتبر راضية النصراوي " مزعجة وخطر عليهم"

نظرا لتاريخها في مقاومة أشكال التعذيب منذ عهد الرئيس المخلوع والى اليوم، على حد تعبيرها.

نضال الصيد



29-03-2016

سابقة علمية رائدة في كلية الطب بتونس : دكتورا حول التعذيب

من منا كان يتصور مثل هذا العمل قبل الثورة ؟! لا شك أنها سابقة في تونس. هي أول دكتورا في الطب تعالج مسألة التعذيب في تونس . خطوة أولى نحو تحسيس مهنيي الصحة حول فداحة الخسائر التي تحدثها هذه الآفة ومن اجل الدعوة إلى توثيق الظاهرة بشكل علمي مع التأكيد على الحاجة إلى مقاربة متعددة الاختصاصات للمسالة وعلى ضرورة تأهيل ضحايا التعذيب وبعيدا عن الحاجة العلمية لمثل هذه البحوث فان كلية الطب بتونس العريقة والتي تحتفل هذه السنة بخمسينيتها لها فعلا أن تفخر بانفتاحها على المجتمع و على قضاياها و بتجاسرها على كسر الحجب... مع العلم أن الكلية اختارت شعار الاحتفال بالذكرى الخمسين « نحن مسؤولون اجتماعيا » وهو خير دليل على هذا التوجه نحو الانفتاح على قضايا المجتمع مهما كانت محرجة بل مؤلمة أحيانا . وقد انجزت هذا البحث وعنوانه « التعذيب في تونس الصورة النموذج ، الأساليب والمخلفات » الدكتورة ليلي شمام تحت إشراف الأستاذين الدكتورين احمد بن نصر . وأنيسة بوعسكر

بقي انه من الواجب حتى لا تبقى مثل هذه الأعمال الرائدة في رفوف المكتبات الجامعية أن تجد طريقها إلى النشر . فقيمة مثل هذه الأبحاث الشجاعة والنادرة أنها تعالج المسالة بعيدا عن أي اعتبار سياسي ملتزمة بالضوابط الاكاديمية التي درجت عليها كلية الطب بتونس كل ذلك بمنهجية وصفية طبية أولا . مع العلم أن عرض نماذج من التعذيب ومخلفاتها النفسية والاجتماعية على الضحايا أمر تحتاجه الدراسات الاجتماعية. ولعل هذا البحث هو أول الطريق نحو بداية رفع الحجاب عن هذه الجريمة البشعة في حق الإنسانية والتي لا تسقط في تونس بالتقادم . مع العلم انه

كثيرا ما يتهم القضاة في تونس بالتكؤ في عرض ضحايا التعذيب على الفحص الطبي بل كثيرا ما . يتهم الطب الشرعي وخاصة قبل الثورة وحتى بعدها بتزوير التقارير والتستر على الحقائق هذا و يجمع الحقوقيون المحليون والدوليون على البطء الكبير في نسق التقاضي عندما يتعلق الأمر بحالة التعذيب. وهذه الملاحظة يدعمها الانعدام شبه الكلي لإدانة مرتكبي جرائم التعذيب رغم انتشار الظاهرة وتغلغلها داخل المؤسسات الأمنية. فلم تسجل الفترة الممتدة بين سنتي 2013 و 2014 بحسب تقرير المنظمة الدولية لمناهضة التعذيب سوى حالة إدانة وحيدة، وذلك في ما عرف بـ «قضية الشابة مريم» التي تعرضت إلى الاغتصاب من قبل أعوان الشرطة بالضاحية الشمالية للعاصمة سنة 2013. ويضاف إلى ذلك أن ارتباط مسار التقاضي بمسار البحث ساهم في تعزيز الإفلات من العقاب، حيث جرت العادة أن يُفْتَح البحث في جرائم التعذيب داخل مراكز الشرطة وفي بعض الأحيان في نفس المركز الذي وقعت فيه حالة التعذيب، وهو ما ينسف شرط الحياد والموضوعية اللذين من المفترض أن يتأسس عليهما المسار « البحثي»، وذلك بسبب الهيمنة العامة لحالة التضامن بين الأمنيين والتي تلقي بظلالها في معظم الأحيان على القائمين على مجريات البحث. ولذلك لا تزال المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب تطالب بسحب صلاحيات البحث في قضايا التعذيب من جهاز الشرطة ومنحها لوكيل الجمهورية. ويتواصل الإفلات من العقاب أيضا في حالات التعذيب التي نجم عنها الموت. وهو ما بات يطرح الكثير من الأسئلة خصوصا أنّ التقارير الطبية التي تصدر في هذا السياق تخلص إلى أن حالات الوفاة كانت طبيعية في حين أن عائلات الضحايا وتقارير منظمات حقوق الإنسان تشير إلى أن الضحايا لقوا حتفهم في سياقات يكتنفها الكثير من الغموض. وإزاء هذه الظروف المشبوهة للوفاة، أصبحت المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب تطالب بضرورة إجراء الاختبارات من قبل لجنة متكونة من ثلاثة أطباء يتم اختيار أحدهم من قبل عائلة الضحية. استفحال ظاهرة التعذيب الذي تدعمه الإحصائيات، تواجهه الأجهزة الرسمية بالإنكار والتملّص، ملقبة في بعض الأحيان بالمسؤولية

على منظمات حقوق الإنسان التي تنجح -حسب رأي الأجهزة الرسمية- إلى المبالغة والتهويل خدمة لأجنداتها الخاصة. وأخيرا هنيئا لكلية الطب بتونس بهذا الانجاز العلمي و هنيئا أولا للدكتورة الشابة ليلي شمام التي لعلها فتحت بعملها هذا الطريق الصعب نحو الكشف عن بعض جوانب الحقيقة المغيبة و التي يتظافر السياسيون والأمنيون والقضاة والأطباء أحيانا على إخفائها من أجل تمكين الجناة من الإفلات من العقاب أولا ثم مواصلة الاعتداء الممنهج على حرمة البشر . . الجسدية والمعنوية

عبدالسلام الككلي



31-03-2016

معطيات مدوية وفاضحة: هكذا تمّت معاملة المتهمين بالمتلية الجنسية ..بالقيروان أثناء تعرّضهم للفحص الشرطي وهذا ما قيل لهم

نشرت منظمة "هيومن رايتس ووتش" تقريرا صادما كشفت فيه التجاوزات التي حصلت في حق 4 شبان تونسيين. وقالت المنظمة إن القانون التونسي الذي يجرّم المتلية تمييزي ويتسبب في اعتداء الشرطة على المثليين والذين يُنظر إليهم على أنهم مثليون.

يذكر أنه تمت محاكمة ما لا يقل عن 7 رجال بسبب علاقات جنسية مثلية في قضيتين بارزتين على امتداد الأشهر الستة الماضية. أُدينوا جميعا بموجب الفصل 230 من "المجلة الجزائية" (قانون العقوبات) الذي يُجرّم "الواط" ويفرض عليه عقوبة بالسجن تصل إلى 3 سنوات. وقد قابلت هيومن رايتس ووتش 5 من الرجال الذين حوكموا، وقالوا جميعا إن الشرطة مارست في حقهم انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، بما في ذلك الضرب والاجبار على إجراء فحوص شرعية والمعاملة المهينة.

"مجموعة الستة في القيروان"

في 10 ديسمبر، قضت المحكمة الابتدائية بالقيروان بسجن الطلاب الستة لمدة 3 سنوات، و"ابعادهم" عن القيروان لـ 3 سنوات إضافية بتهمة اللواط. وفي 3 مارس، خففت محكمة الاستئناف بسوسة العقوبة إلى السجن لمدة شهر واحد، التي كانوا قد أنهوها، وغرامة مالية بـ 400 دينار (195 دولار)، وألغت قرار الإبعاد.

قال الرجال الأربعة الذين قابلتهم هيومن رايتس ووتش إن الشرطة قدمت في 4 ديسمبر إلى سكنهم الجامعي في رقادة، قرب القيروان، للبحث عن شاب من تونس العاصمة كانت عائلته قد بلغت عن اختفائه. نشر والداه إعلانا على التلفزيون مصحوبا بصورته طلبا للإدلاء بمعلومات عنه خوفا من أن يكون قد غادر تونس للالتحاق بجماعة إسلامية مقاتلة. وكان أحد الحراس قد استدعى الشرطة لما شاهد هذا الشاب صحبة طالب من جامعة القيروان. كان الشاب يعيش مع أصدقائه. عثرت الشرطة على هذا الشاب في الشقة حوالي الساعة 7 من مساء 4 ديسمبر مع طالبين كانا قد استأجراها مع صديقين آخرين. قال الطلاب لـ هيومن رايتس ووتش إن أعوان شرطة في ملابس مدنية قدموا إلى الشقة وتعرفوا على الشاب الذي كانوا يبحثون عنه، وفتشوا المكان فوجدوا حاسوبا محمولا وفساتين وأحذية بكعب عال. اقتادوا الرجال الخمسة إلى مركز شرطة رقادة، ومعهم صديق سادس قبضوا عليه في الدرج بينما كان قادما لزيارتهم.

ذكر محضر الشرطة أن أحد الأعوان قال إنه قبض على الطلاب الستة بعد أن وصلته معلومات مفادها أن "عددا من المثليين يستخدمون منزلا في القيروان لممارسة اللواط". كما قال العون إنه لما دخل المنزل، وجد الطلاب في "وضع عادي"، وأنه صادر جهاز حاسوب محمول وفساتين وواقعي ذكر غير مستعمل. قال أيضا إن جهاز الحاسوب فيه مقاطع فيديو لعلاقات مثلية إباحية، ولكن ليس للرجال الذي اعتقلوا.

تم تغيير جميع الأسماء في الرواية التالية لحماية خصوصية الطلاب.

• انتهاكات في مركز الشرطة

قال الطلاب الأربعة إنهم استجوبوا بشكل جماعي في البداية في مركز الشرطة. قال جمال: سألونا

لماذا جننا جميعا من تونس العاصمة واجتمعنا في رقادة، ثم فتحوا جهاز الحاسوب وشاهدوا المقاطع الإباحية وشرعوا يسألوننا عن سلوكنا الجنسي. وصفوني بـ “المبيون” [مصطلح مهين يُوجه للمثليين]، وقالوا لي: “جنئت لتنتشر ممارساتك الفاسدة في القيروان”. قالوا لنا إننا مثليون، فأكرنا ذلك وقلنا لهم ليس لنا علاقات مثلية، فبدؤوا يصفعوننا ويضربوننا ويركلوننا.

قال الطلاب الأربعة لـ هيو من رايتس ووتش إن أعوان الشرطة خوفوهم بشكل مستمر أثناء الاستجواب، وأهانوهم باستخدام عبارات مهينة يوصف بها المثليون.

قال جمال إنه كان يرتدي فقط ملابسه الداخلية وقميص عندما قُبض عليه. قال إنه بقي في تلك الملابس طيلة فترة الحبس، حتى 10 ديسمبر. كما قال إن أحد أعوان الشرطة طلب منه خلع سرواله الداخلي ليرى ما إذا كان شعر عضوه التناسلي مخلوقا.

لمين – طالب آخر – قال: استجوبني شرطيان، وسألاني ما إذا كنت منتميا لجمعية شمس فأكرت. ولكن بعد أن أطلق سراحني وتمكنت من قراءة محظر الاستجواب، اكتشفت أن الإجابة التي دونها هي “نعم”. لما طُلب مني التوقيع على المحضر، طلبت منهما قراءته، ولكنهما رفضا وأجبراني على التوقيع. أثناء الاستجواب سألاني: “مع أي طالب كنت تنام؟ من تعرف في القيروان؟ من يشبهك؟ أنت “مبيون”، لماذا تنكر ذلك؟”

الاجبار على الفحوص الشرجية والضرب

قال الطلاب الأربعة إنهم أمضوا الليلة في مركز الإيقاف التابع لشرطة القيروان. وفي الصباح

اقتادتهم الشرطة إلى المستشفى دون أن تعلمهم بالسبب. كان بعضهم يعتقدون أنهم سيخضعون لاختبار البول للتأكد مما إذا استهلكوا مخدرات. ولما وصلوا، شاهدوا يافطة "قسم الطب الشرعي" على جدار المستشفى.

قال عمار – أحد الطلاب – إن الشرطة ضربته بعد أن حاول رفض إجراء الفحص الشرعي: كنت أول من دخل إلى غرفة الطبيب. سألته: "ما هو الفحص؟"، فأجاب: "فحص شبيه بفحص المرأة" – وكان يعني فحص العذرية.

قلت له: "لا، لن أجري هذا الفحص"، فصرخ الشرطي في وجهي: "احترم الطبيب". قلت له: "أنا أحترم الطبيب، ولكنني أرفض الفحص"، فأمرني الشرطي بأن أكتب أنني رفضت الفحص، ففعلت.

أخذني الشرطي إلى حديقة صغيرة في الخارج وضربني. صفعني على وجهي ولكمني على كتفي وقال: "ستجري الفحص". لم يشاهد الطبيب ذلك، لكنه كان يعلم أنني أتعرض للضرب. دفعني الشرطي مرة أخرى داخل الغرفة وقال للطبيب: "سيجري الفحص".

طلب مني الشرطي أن أكتب على ورقة أخرى أنني أوافق على الفحص.

طلب مني الطبيب الصعود على طاولة الفحص، وقال لي: "اركع وكأئك تصلي" [وضع الانحناء أثناء الصلاة]. نزعت سروالي وصعدت على الطاولة. أدخل الطبيب اصبعه في شرجي بعد أن وضع عليه كريما. سألتني "هل أنت بخير الآن"، أجبتة "لا، لست على ما يرام". كان ذلك مؤلما. ثم أدخل في شرجي أنبوبا ليتأكد مما إذا كان يوجد سائل منوي. أدخل الأنبوب بعمق، وكان في طول الاصبع. شعرت بألم شديد، وأحسست كأنني حيوان، ولم أحظى بأي احترام. شعرت كأنه يغتصبني، وأنا أشعر بذلك إلى الآن. إن الأمر صعب جدا بالنسبة لي.

قال طالب آخر – اسمه قيس – إنه سمع عمار يصرخ عندما أخرجته الشرطة.

طلبت الشرطة من عمار الدخول إلى غرفة الفحص، ولكنه رفض. قلت للشرطي: “لا يحق لك ذلك، لماذا تفعلون هذا بنا؟ فأجابني: “لأنك ميبون”. قلت له: “ولكن الدستور يحمي الحرمة الجسدية”، فرد أحد الشرطيين “سأريك ماذا تعني هذه الحقوق”.

وقع عمار على ورقة قال فيها إنه يرفض إجراء الفحص، فاقتاده الشرطيان إلى الخارج، وسمعتهم يضربانه. كان الطبيب واقفا يشاهد ما يحصل. سمعتهم يصفعونه، ثم أعادوه إلى غرفة الفحص.

قال إنه بعد أن شاهد صديقه يُضرب من قبل الشرطة، لم يستطع الرفض لأنه كان يخشى أن يُضرب أيضا: أعطوني ورقة بيضاء وطلب مني الطبيب أن أكتب: “أنا الموقع أسفله، أقبل وأرخص للطبيب بأن يجري فحصا شرجيا لي”. ثم قال لي الطبيب: “إن لم توقع، سأذكر في التقرير أنك مارست اللواط”.

تحدث الطلاب الآخرون عن الفحص الشرجي بتفاصيل مماثلة، وقالوا إن الطبيب أدخل فيهم أنبوبا طويلا شفافا، بحجم القلم تقريبا، لاستخراج عينات على ما يبدو.

راجعت هيومن رايتس ووتش الإذن الصادر عن مدير الشرطة العدلية في مركز شرطة القيروان بتاريخ 5 ديسمبر. طلب فيه من الطبيب الشرعي في “مستشفى ابن الجزار” بالقيروان أن يتأكد مما إذا كان كل طالب “معتادا على العلاقات الجنسية الشرجية، وإن كانت النتيجة إيجابية، يُرجى تحديد تاريخ آخر علاقة من هذا النوع”.

راجعت هيومن رايتس ووتش أيضا تقرير الطبيب الذي خلص إلى أنه “لا توجد علامات عنف على جسم الشخص المذكور. توجد علامات على علاقات مثلية سلبية فيها اختراق للشرج. وتوجد

علامات على أن هذا الشخص حصل له اختراق شرعي بجسم صلب مثل القضيب عند الانتصاب، في الأيام القليلة الماضية”.

يرفض مختصون في الطب الشرعي قابلتهم هيومن رايتس ووتش بشدة الزعم بأن الفحص الطبي يستطيع الكشف عن علامات لحصول علاقة جنسية شرجية بالتراضي. في خطاب وجهته لـ هيومن رايتس ووتش، قالت الدكتورة لورنا مارتين، أخصائية أولى ورئيسة قسم الطب الشرعي والسموم في “جامعة كايب تاون”، إنه “يستحيل التأكد من وجود اختراق شرجي مزمن، والحالة الوحيدة التي قد يكون فيها فحص الطب الشرعي مجديا هي الحالات التي يحدث فيها اختراق شرجي حاد وعنوة، حيث يُمكن ملاحظة بعض الجروح”.

• الأدلة المستخدمة في المحكمة •

قال الطلاب إن القاضي سألهم أثناء المحاكمة في 10 ديسمبر: “ماذا كنتم تفعلون؟ وفي أي وضعية وجدتم الشرطة لما قبضت عليكم؟” كما قالوا إن القاضي أعلمهم أنه استنادا لتقارير الطب الشرعي الستة – التي كانت متطابقة – فقد كانت لهم علاقات جنسية تلك الليلة مع بعضهم البعض أو مع شخص آخر. استخدم التقرير الطبي والفساتين التي عثر عليها في الشقة كأدلة.

قال لمين: أثناء المحاكمة، سألني القاضي: “هل أنت مثلي؟”، فأجبت: “نعم، ولكن لم تكن لي علاقات جنسية منذ 3 سنوات”. قال القاضي: “لا، هذا ليس صحيحا لأن الفحص الشرجي أثبت أنك أقمت علاقات مؤخرا”. كما سألني عن جهاز الحاسوب ومقاطع الفيديو وقال: “أنت جئت للقبيران لتنتشر شذوذك، مثل جمعية شمس”.

قال جمال: كان القاضي يستجوبنا ويسألنا عما إذا كنا نعرف بعضنا البعض، وما إذا كانت لنا علاقات جنسية فيما بيننا... قال لنا: “لماذا تفعلون هذا في عاصمة الإسلام؟” [عادة ما يُنظر إلى

القيروان على أنها رابع مدينة مقدسة في الإسلام].

ذكر نص الحكم الصادر عن المحكمة بتاريخ 10 ديسمبر أن 4 طلاب اعترفوا أنهم مارسوا اللواط من حين لآخر في الماضي، ولكنهم أنكروا أنهم "متعودين عليه" وأنه كانت لهم علاقات جنسية مع بعضهم البعض. كما ذكر أن جريمة اللواط ثابتة بموجب الفصل 230 "لأن المتهمين معتادين على علاقات جنسية غير طبيعية يُدينها القانون".

ذكر نص الحكم كذلك أنه رغم إنكار أحد المتهمين إلا أن نتائج الفحص وحضوره في نفس المنزل مع "لواطيين" آخرين هي أدلة على إدانته. كما ذكر أن "المحكمة لن تنظر في ظروف التخفيف في هذه القضية. ولذلك قررت - بالنظر إلى أثر الجريمة على المجتمع - الحكم على كل متهم بأقصى عقوبة ينص عليها القانون لمعاقبتهم وردعهم على أعمالهم".

أما فيما يتعلق بإبعادهم عن القيروان، ذكر نص الحكم: "لأن المتهمين يمارسون اللواط بشكل جماعي، وهم قدموا إلى المدينة لنشر هذا الفحش، في محاولة واضحة لاستقطاب آخرين ونشر الرذيلة، والوقوف ضد تعاليم المجتمع وهويته، ولتجنب كل استفزاز أو ردة فعل، قررت المحكمة إبعادهم عن مدينة القيروان لمدة 3 سنوات".

. الانتهاكات في السجن

أمضى الطلبة شهرا في سجن القيروان بعد أن أصدر وكيل الجمهورية (النائب العام) بالمحكمة الابتدائية بالقيروان مذكرة إيقاف في 8 ديسمبر. قالوا إن حراس السجن شرعوا في ضربهم منذ وصولهم.

قال قيس: بدؤوا يضربوننا. أوقفوننا بجانب الجدار وحلقوا لنا رؤوسنا. لم يفعلوا ذلك لبقية الموقوفين الذين جاؤوا في نفس اليوم من المحكمة. طلبوا منا الوقوف قبالة الجدار، وضربنا

شرطي الواحد تلو الآخر وهو يقول: "هذه مؤخراتكم التي تنازلتم عنها". أثناء الحلاقة، كان أحدنا ينزف دما من أنفه بسبب الضغط النفسي، لكنهم استمروا في حلاقته. كان الحلاق أحد السجناء. قال الطلاب إن الحراس أسأؤوا معاملتهم وأهانوهم ورهبوهم. قال عمار: كان حراس السجن يخرجوننا إلى فضاء مفتوح ويطلبون منا الرقص كالنساء. إن رفضنا، نتعرض للصفع. لقد أجبرت على القيام بذلك، لقد صفعوني وأرغموني على ذلك. أحد الحراس أخرج هراوة وكسرها على يدي لأنني رفضت الرقص. كانوا يفعلون ذلك 3 أو 4 مرات في الأسبوع.

قال قيس: عندما يشعر الحراس بالقلق، كانوا يأخذوننا إلى الخارج وأيدينا في الأغلال ويضربوننا. كانوا يهزوننا بالهراوات من مؤخراتنا، لقد فعلوا ذلك لي. في الأيام العشرة أو الخمسة عشر الأولى، كانوا يفعلون ذلك كل يوم. كانوا يخرجوننا إلى الفناء وأيدينا مغولة ويتركوننا هناك، ثم يأتي جميع الحراس ويصفعوننا.

• الآثار المدمرة لهذه المحاكمات •

رغم أن الرجال السبعة أطلق سراحهم، إلا أن كل من قابلناهم قالوا إن حياتهم تغيرت. حاول عمار الانتحار مرتين في السجن بعد أن علم أنه سيسجن 3 سنوات. لما قابلته هيومن رايتس ووتش قال إنه مازال يعاني من الاكتئاب، ويرغب في الحصول على مساعدة من طبيب نفسي.

اعتبر الطلاب الفحوص الشرجية مؤلمة بشكل خاص. قال قيس: "الألم الجسدي يُنسى، ولكن الألم النفسي لا يُمحي".

أجبر جميع الطلاب على مغادرة الجامعة بعد أن صار يُنظر إليهم كمثليين ويتعرضون للتشويه في وسائل الإعلام. قيس، الذي يأمل في الحصول على الدكتوراه ليصبح أستاذا في الدراسات

العربية، عاد إلى القيروان لاجتياز اختباره الأخير. ولكنه قال إنه عندما وصل إلى الجامعة، "بدأ الطلاب يهينونني ويقولون لي أخرج من القيروان. شعرت أنني لا أستطيع البقاء هناك". العديد من الطلاب لقوا صدا من عائلاتهم. لما حاول لمين العودة إلى عائلته، مع صديقه جمال، اعتدى عليهما شقيقه بالضرب الشديد وطردهما من منزل العائلة. عندما قابلتهما هيومن رايتس ووتش، لم يكن لهما مسكن. واجه قيس وضعا مشابها:

كانت عائلتي تعلم أنني مثلي، وكانت تساندني. كانوا يزورونني كل أسبوع في السجن. ولما عدت إلى تونس، بقيت معهم 3 أيام، ولكن عائلتي الموسعة مارست بعد ذلك ضغطا على أبي فطردي. طاب منه والده مغادرة منزل العائلة. لما قابلته هيومن رايتس ووتش، كان يعيش مع أحد أصدقائه. قال قيس: "لولا صديقي، لكنت الآن في الشارع".

التوصيات

- على الحكومة إدانة الانتهاكات التي تطال جميع المحتجزين، بما في ذلك الموقوفين على أساس التوجه الجنسي المنسوب لهم، والتحقيق في مزاعم سوء المعاملة، بما يشمل إنشاء آلية تظلم سرية تنظر في جميع الانتهاكات التي ترتكبها الشرطة.
- على الشرطة التونسية منع الأعوان من المعاملات التمييزية، بما يشمل الموقوفين على أساس توجهاتهم أو هويتهم الجنسية، ومحاسبة الأعوان المتورطين في معاملات تمييزية.
- على وزارة العدل أن تحظر فورا الفحوص الشرجية للرجال المتهمين باللواط.
- على "عمادة الأطباء التونسيين" إصدار منشور يأمر جميع الأطباء بعدم المشاركة في الفحوص الشرجية، التي تعتبر انتهاكا لأخلاقيات المهنة.

- على البرلمان تعديل المجلة الجزائية بإلغاء الفصل 230 الذي يجرم السلوك الجنسي المثلي الذي يتم بالتراضي.



31-03-2016

هيومن رايتس ووتش تطالب تونس بإلغاء القوانين المجرمة للمثلية الجنسية

حثت منظمة "هيومن رايتس ووتش" الحكومة التونسية ، امس الاربعاء ، على إلغاء القوانين المجرمة للمثلية الجنسية.

وقالت المنظمة في بيان صادر عنها ان القانون التونسي الذي يجرم المثلية تمييزي ويتسبب في اعتداء الشرطة على المثليين والذين ينظر إليهم على أنهم مثليون.

وقالت آمنة القلاي، مديرة مكتب هيومن رايتس ووتش في تونس "لا يحق للحكومة التونسية التدخل في السلوك الجنسي الخاص بالأفراد وتعنيفهم وإهانتهم بحجة تطبيق قانون تمييزي. على تونس إلغاء هذه القوانين البالية من تشريعاتها، ومحاسبة أعوان الشرطة الذين أساءوا معاملة هؤلاء الأشخاص".

كما دعت المنظمة السلطات إلى إصدار توجيهات فورية للكف عن استخدام الفحوص الشرجية ضمن إجراءات التحقيق التي تقوم بها الشرطة للتأكد من السلوك الجنسي للأفراد.

وقالت القلاي "التعامل المسيء مع هؤلاء الطلاب لمجرد الاشتباه في كونهم مثليين يُلقي بظلاله على التقدم الذي أحرزته تونس في حقوق الإنسان الأخرى منذ الثورة. على الشرطة الكف عن تجريد الأشخاص من كرامتهم بسبب ميولهم الجنسية".

وأوضحت المنظمة أن الملاحظات القضائية للعلاقات الجنسية الخاصة التي تتم بين بالغين بالتراضي انتهاكا للحقوق المتعلقة بالخصوصية وعدم التمييز التي يكفلها العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، وتونس طرف فيه.

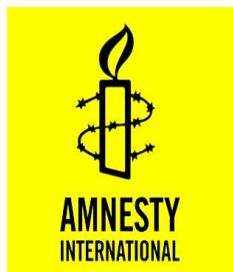
Radio

Sources	Infos
 <p>31-03-2016</p>	<p>استغلال أطفال تونسيين في اختبار أدوية اسرائيلية : معهد باستور يردّ</p> <p>رد معهد باستور على المقال الصادر بجريدة "الشروق" حول فيلم وثائقي أخرجه إيمان بن حسين، كشفت فيه عن "تورط معهد باستور ووزارة الصحة التونسية مع مؤسسة أمريكية لاجراء تجارب على أطفال من الجنوب التونسي لفائدة مخبر أدوية اسرائيلي</p> <p>وأضاف المعهد في بيان له أن الأمر يتعلّق بتطوير دواء في شكل مرهم ضد مرض اللشمانيا الجلدية والقيام ببحوث سريرية، مشيرا إلى أن هذه البحوث لم تمثل أي خطر على صحة المرضى بل بالعكس فهي تعطي أملا كبيرا في إيجاد دواء ملائم وناجع ضد مرض اللشمانيا الجلدية.</p> <p>و جاء في نص البيان أن معهد "ولتار ريد" من أبرز معاهد البحوث في العالم في مجال الصحة وهو يخضع لاشراف وزارة الدفاع الأمريكية، كما أنه يمتاز بقدرة عالية في تطوير أدوية ولقاحات ضد عدة أمراض خطيرة كالمalaria والسيدا، مشيرا إلى أن البرنامج المشترك يهدف إلى دراسة مدى نجاعة هذا المرهم الذي يحتوي على نوعين من المضادات الحيوية مسجلين منذ سنة 1940، والتي يقع استعمالها في تونس بصفة متداولة ضد الأمراض الجرثومية في شكل أقراص وحقن.</p> <p>وشدّد على "جودة هذا البحث ومصداقيته وما ينبثق عنه من نتائج إيجابية على صحة وسلامة المواطن وإمكانية تصنيع هذا الدواء الجديد بتونس، مندّدا بما اعتبره حملة مغرضة تهدف إلى تقويض مؤسسة عريقة تعد صمام أمان للصحة العمومية ببلادنا</p>

Communiqués

Sources

Communiqués



28-03-2016

Tunisie. De sévères restrictions à certaines libertés sont les symptômes les plus récents de mesures d'exception répressives

Alors que la Tunisie s'apprête à prolonger l'état d'urgence dans tout le pays mardi 22 mars, Amnesty International met en avant le recours disproportionné et répressif du gouvernement à la législation d'exception pour bafouer les droits humains.

Le 7 mars, des hommes armés ont attaqué des bases militaires et un poste de police dans la ville de Ben Guerdane (sud du pays), à la frontière avec la Libye. Cet assaut et les affrontements qui ont suivi ont fait environ 68 morts, dont au moins sept civils et 12 membres des forces de sécurité. Il s'agissait de la dernière en date d'une série d'attaques meurtrières en Tunisie ces derniers mois, qui ont incité les autorités à placer des dizaines de personnes en résidence surveillée, limitant leurs déplacements à certaines zones spécifiques, au titre de mesures qui sont, dans certains cas, excessives et discriminatoires.

« Il ne fait aucun doute que la Tunisie se trouve face à des groupes armés représentant une menace grave, et les autorités ont bien entendu le devoir de protéger la population, d'enquêter sur les

attaques et de traduire leurs auteurs présumés en justice. Les mesures de sécurité et d'urgence doivent cependant respecter les principes de nécessité et de proportionnalité, et ne jamais restreindre les droits humains de manière arbitraire. Toute prorogation de l'état d'urgence doit respecter le droit international », a déclaré Magdalena Mughrabi, directrice adjointe par intérim du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

Les mesures de sécurité et d'urgence doivent respecter les principes de nécessité et de proportionnalité, et ne jamais restreindre les droits humains de manière arbitraire.

Magdalena Mughrabi, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International

Selon le ministère de l'Intérieur, depuis novembre 2015, au moins 138 personnes ont été visées par des ordres de placement en résidence surveillée, qui les autorisent uniquement à se déplacer à l'intérieur d'une zone désignée, et les obligent à se présenter à un poste de police plusieurs fois par jour, ou leur interdisent de se déplacer hors d'une municipalité spécifique. Dans certains cas, les ordres de placement en résidence surveillée ont été utilisés pour interdire catégoriquement à des personnes de quitter leur domicile.

Ces mesures d'exception ont un impact considérable sur les droits des personnes visées, certaines ayant perdu leur emploi, tandis que d'autres sont séparées de leur famille.

« Depuis novembre, les autorités tunisiennes ont restreint la liberté de dizaines de personnes sans qu'elles n'aient été inculpées ni jugées, dans le cadre de mesures arbitraires, répressives et souvent discriminatoires adoptées au nom de la sécurité nationale », a déclaré Magdalena Mughrabi.

Les autorités tunisiennes ont restreint la liberté de dizaines de personnes sans qu'elle n'aient été inculpées ni jugées, dans le cadre de mesures arbitraires, répressives et souvent discriminatoires adoptées au nom de la sécurité nationale.

Magdalena Mughrabi

Le ministère de l'Intérieur a affirmé que toutes les personnes placées en résidence surveillée étaient soit des combattants revenus de zones de conflit soit des membres du groupe armé Ansar al Sharia, interdit en Tunisie car considéré comme une organisation terroriste.

Ce qu'ont raconté 11 hommes actuellement visés par ces mesures et interviewés par Amnesty International révèle cependant que certains

ne sont jamais allés à l'étranger ni dans des zones de conflit, et plusieurs pensent avoir été pris pour cible en raison de leurs convictions religieuses ou de leurs activités au sein de la société civile. D'autres affirment qu'ils sont de nouveau sanctionnés, après avoir été arrêtés une première fois en vertu de lois utilisées par le régime répressif de l'ancien président ZineEl Abidine Ben Ali pour réduire l'opposition au silence. Avant 2011, quelque 3 000 personnes, parmi lesquelles figuraient beaucoup d'opposant-e-s politiques, avaient été jugées pour terrorisme sur la base, dans de nombreux cas, d'« aveux » arrachés sous la torture.

Aucun des hommes ayant parlé à Amnesty International n'a été notifié par écrit de son placement en résidence surveillée ; il leur est donc très difficile de contester cette décision - il a été dit à l'un d'entre eux que le ministère de l'Intérieur avait explicitement donné l'ordre de ne pas les informer par écrit.

« Les motifs vagues de ces placements en résidence surveillée, et l'absence de recours efficaces pour les contester sont en eux-mêmes très préoccupants. Ces lacunes signifient aussi que ces mesures sont susceptibles d'être utilisées de manière abusive. Nous pensons que les autorités tunisiennes recourent à cette mesure de manière

arbitraire et discriminatoire, et visent certains individus en raison de leurs convictions, pratiques et activités militantes supposées ou avérées en matière religieuse ou politique », a déclaré Magdalena Mughrabi.

Hisham, 36 ans, qui réside à Tunis, a dit à Amnesty International qu'on l'a informé le 28 novembre qu'il était placé en résidence surveillée parce qu'il s'était rendu en Turquie en décembre 2013. Après avoir perdu son emploi, Hisham avait essayé de se rendre illégalement en Europe en passant par la Turquie, mais il a été expulsé vers la Tunisie 20 jours plus tard, après avoir été sauvé d'un bateau en train de couler par des garde-côtes grecs et turcs. Il a été arrêté et soumis à un interrogatoire à son retour, puis a été accusé de revenir d'une « zone terroriste », mais ces charges ont plus tard été abandonnées par le juge d'instruction.

Nous pensons que les autorités tunisiennes [...] visent certains individus en raison de leurs convictions, pratiques et activités militantes supposées ou avérées en matière religieuse ou politique.

Magdalena Mughrabi

Hisham, dont l'épouse n'est pas autorisée à lui rendre visite depuis son placement en résidence surveillée au domicile familial en

novembre, a déclaré qu'il ne lui a même pas été permis de la voir après qu'elle a fait une fausse couche. Les policiers qui lui ont signifié son placement en résidence surveillée l'ont également menacé de lui tirer dessus s'ils le voyaient hors de chez lui.

Dans un autre cas, Wajih Mrassi, un ingénieur de 34 ans vivant à Sousse, a déclaré avoir été pris pour cible en raison d'une arrestation précédente remontant à l'ère Ben Ali, lorsque des policiers l'avaient remarqué dans la rue en raison de sa barbe et l'avaient accusé d'« appel au terrorisme » après avoir trouvé des livres religieux à son domicile. Il appris qu'il était placé en résidence surveillée à la fin novembre, et qu'il n'était pas autorisé à quitter la municipalité où il réside, pas même pour le travail.

Nizar al Riashi, 37 ans, actuellement sans emploi, est placé en résidence surveillée à Tunis depuis novembre, et doit se présenter au poste de police le plus proche deux fois par jour. Il lui a donc été impossible de rejoindre son épouse en Allemagne. Ne pouvant se déplacer, il n'est pas non plus en mesure de travailler pour gagner sa vie. Nizar avait été emprisonné lorsque le président Ben Ali était au pouvoir, après avoir assisté au mariage d'un homme plus tard décrit comme suspect de « terrorisme » par des membres des forces de

sécurité.

Aucun des hommes rencontrés par Amnesty International à qui il a été interdit de travailler ou ne pouvant pas le faire du fait des restrictions à leurs libertés, de circuler notamment, n'avait reçu d'indemnisation ainsi que le prévoit le droit tunisien. Ils dépendent donc de leur famille ou ont dû emprunter de l'argent. Il a été dit à beaucoup d'entre eux que leur placement en résidence surveillée durera aussi longtemps que l'état d'urgence restera en vigueur.

Complément d'information

Une série d'attaques meurtrières perpétrées au cours de l'année écoulée par des activistes semble-t-il affiliés à des groupes armés islamistes, ont incité les autorités tunisiennes à imposer des mesures d'exception, en vertu desquelles elles ont procédé à des milliers d'arrestations et de raids, et utilisé une force parfois excessive, par exemple durant des perquisitions sans mandat. Des personnes, notamment des militants qui avaient organisé des manifestations ou y avaient participé, ont également été arrêtées et poursuivies pour « non respect du couvre-feu ».

La Tunisie a connu l'état d'urgence pendant une grande partie des cinq dernières années, depuis le soulèvement de 2011 ayant chassé

du pouvoir Zine el Abidine Ben Ali. Récemment, des mesures d'exception ont été imposées après l'attentat à la bombe ayant tué 12 gardes présidentiels et blessé 20 autres personnes dans le centre de Tunis le 24 novembre 2015. Elles ont été renouvelées sans interruption depuis lors.

L'état d'urgence accorde au ministère de l'Intérieur des pouvoirs étendus, et notamment ceux de restreindre le droit de circuler librement, d'interdire grèves et manifestations, et de placer en résidence surveillée toute personne soupçonnée de se livrer à des activités compromettant la sécurité et l'ordre public, sans que cela ne nécessite une décision de justice. Il prévoit par ailleurs des mesures visant à contrôler et censurer les médias. Une décision écrite peut être contestée auprès d'un tribunal administratif.

Outre le décret présidentiel de 1978 régissant l'état d'urgence et accordant au ministère de l'Intérieur des pouvoirs étendus, la Constitution tunisienne habilite le président à prendre des mesures d'exception en cas de péril imminent menaçant l'intégrité nationale, la sécurité ou l'indépendance. Cependant, aux termes du droit international, ce genre de mesures ne doivent être appliquées que

pour la durée la plus courte possible afin de garantir le fonctionnement régulier de l'autorité publique, et ne doivent pas elles-mêmes enfreindre des droits fondamentaux qui ne sauraient être restreints sous aucune circonstance, ni limiter de manière arbitraire des droits susceptibles de l'être dans le cadre de véritables urgences.



LTDH

26-03-2016

بيان

نحن أعضاء المجلس الوطني للرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان المجتمعين بجرجيس وبن قردان يومي 26 و 27 مارس 2016 في دورة تحت شعار "دورة بن قردان". إنطلاقاً من ثوابت الرابطة في الدفاع عن حقوق الإنسان في بعدها الكوني والشمولي وعلى رأسها الحق في الحياة والحق في الأمن.

وتكريماً للشهداء المدنيين والأمنيين والعسكريين الذين استشهدوا برصاص الإرهاب الغادر وهم يزودون عن سلامة التراب الوطني وعن الكرامة الوطنية وعن الدولة المدنية الديمقراطية التي من أجلها قامت الثورة التونسية.

أولاً : نعبر عن :

- إجلالنا لأرواح الشهداء الذين سَقَوْا بدمائهم الزكية تراب الوطن العزيز.
- إدانتنا الشديدة للعملية الإرهابية الجبانة التي كانت تستهدف المواطنين والقوات النظامية المسلحة وسلامة وطننا العزيز
- تضامننا التام مع القوات النظامية الحاملة للسلاح والمواطنين الذين استبسلوا في الذود عن الوطن

وتصدوا للإرهابيين بكل شجاعة وقوة.

ثانيا : نعتبر أن مقاومة الإرهاب لا تقتصر على الحلول الأمنية التي هي شرط ضروري بل يجب أن تشمل أيضا معالجة جذوره وأسبابه العميقة : الإقتصادية والإجتماعية والثقافية والتربوية كما نؤكد أن محاربة هذه الآفة تستوجب حتما إيجاد حلول لمشاكل البطالة والتهميش الإجتماعي وتفعيل مبدأ التمييز الإيجابي لفائدة الجهات والفئات المهمشة.

رابعا : نطالب بالإسراع في عقد المؤتمر الوطني لمقاومة الإرهاب الذي يجب أن يضم فضلا عن السلطة السياسية مكونات المجتمع المدني والأحزاب السياسية وذلك بضبط إستراتيجية وطنية واضحة المعالم وطرق عمل ناجعة من خلال تجنيد كل الطاقات والمجهودات وحسن توظيفها للقضاء على هذه الآفة التي أريد بها تقويض أركان الدولة المدنية وإنهاك المناعة الوطنية والتلاحم المجتمعي وتعطيل إنجاز الإستحقاقات المشروعة للشعب التونسي في النمو والتقدم و الرفاه.

عن المجلس الوطني

الرئيس

عبد الستار بن موسى



25-03-2016

موريطانيا/السلطات ترفض الترخيص لندوة حقوقية في نواكشوط

فوجئنا في المرصد الموريتاني لحقوق الإنسان بمنع الترخيص لندوة حقوقية، لعرض التقرير السنوي الخاص بوضعية حقوق الإنسان في موريتانيا لعام 2015، كنا ننوي تنظيمها يوم أمس، الخميس 24 مارس 2016، بعد أن كانت السلطات، ممثلة في حاكم مقاطعة تفرغ زينه، قد أكدت لنا أول أمس عزمها الترخيص لتلك الندوة. وليس المقلق في هذا الموضوع منع نشاط المرصد هذا فحسب، وإنما كونه يأتي ضمن

سلسلة من التضييق على حرية الرأي والتعبير، شملت مؤخراً حزب التجديد الديمقراطي، الذي مُنع من إقامة ندوة كان قد حصل لها على ترخيص مكتوب من قبل نفس حاكم المقاطعة (تفرغ زينه)، حيث اتّصل هذا الأخير على إدارة الفندق ليخبرها بسحبه الترخيص الذي كان قد سلّمه مكتوباً للحزب قبل ذلك، في استهتار واضح بالنظم والقوانين. هذا بالإضافة إلى منع نشاط آخر، الأسبوع الماضي، لمنظمة إيرا الحقوقية. إن هذه المسلكيات المنافية لأبسط مبادئ حرية التعبير تعدّ مؤشراً خطيراً على تدهور الحريات العامة في البلاد.

وإننا، في المرصد الموريتاني لحقوق الإنسان، لنؤكد إزاء هذا الموضوع على مايلي:
- أننا ماضون في نشر تقاريرنا الحقوقية السنوية، وفي الدفاع عن قضايا حقوق الإنسان والعمل على تعزيز الحريات العامة في البلاد، رغم كل المعوقات.
- ندين بشدة هذا السلوك ونعتبره انتكاسة كبيرة في مجال حرية التعبير.
- نطالب المنظمات الحقوقية الوطنية والدولية وكافة المدافعين عن حقوق الإنسان بالوقوف أمام هذه الانتهاكات والحفاظ على المكتسبات الوطنية في مجال احترام حقوق الإنسان.

انواكشوط 2016-03-25

مارس 29, 2016

محاكمات بسبب المثلية في تونس

انتهاكات اثناء مدة الاحتفاظ وفي السجن

تونس) – إن القانون التونسي الذي يجرّم المثلية تمييزي ويتسبب في اعتداء الشرطة على المثليين (والذين يُنظر إليهم على أنهم مثليون

اكتت تونس ما لا يقل عن 7 رجال بسبب علاقات جنسية مثلية في قضيتين بارزتين على امتداد الأشهر الستة الماضية. أدينوا جميعا بموجب الفصل 230 من "المجلة الجزائية" (قانون العقوبات)

الذي يُجرم "اللواط" ويفرض عليه عقوبة بالسجن تصل إلى 3 سنوات. قابلت هيومن رايتس ووتش 5 من الرجال الذين حوكموا، وقالوا جميعا إن الشرطة مارست في حقهم انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، بما في ذلك الضرب والاجبار على إجراء فحوص شرجية والمعاملة المهينة.

قالت [أمينة القلاي](#)، مديرة مكتب هيومن رايتس ووتش في تونس: "لا يحق للحكومة التونسية التدخل في السلوك الجنسي الخاص بالأفراد وتعنيفهم وإهانتهم بحجة تطبيق قانون تمييزي. على تونس إلغاء هذه القوانين البالية من تشريعاتها، ومحاسبة أعوان الشرطة الذين اساءوا معاملة هؤلاء الاشخاص".

لا يحق للحكومة التونسية التدخل في السلوك الجنسي الخاص بالأفراد وتعنيفهم وإهانتهم بحجة تطبيق قانون تمييزي. على تونس إلغاء هذه القوانين البالية من تشريعاتها، ومحاسبة أعوان الشرطة الذين اساءوا معاملة هؤلاء الاشخاص

أمينة القلاي

مديرة مكتب هيومن رايتس ووتش في تونس

قالت هيومن رايتس ووتش إن على الحكومة اتخاذ الخطوات الكفيلة بإلغاء الفصل 230 من المجلة الجزائية وإصدار توجيهات فورية للكف عن استخدام الفحوص الشرجية ضمن إجراءات التحقيق التي تقوم بها الشرطة للتأكد من السلوك الجنسي للأفراد. عليها أيضا التحقيق في مزاعم سوء المعاملة، بما يشمل إنشاء آلية تظلم سرية لجميع الحالات التي تشوبها انتهاكات للشرطة.

في سبتمبر/أيلول 2015، اعتقلت الشرطة "مروان" (22 سنة)، وهو طالب تم تغيير اسمه لحمايته، في سوسة، التي تبعد 120 كلم عن تونس العاصمة. قضت المحكمة الابتدائية بسوسة بسجنه لمدة سنة بتهمة اللواط، واعتمدت جزئيا في حكمها على تقرير طبي صدر بعد فحص شرجي معيب جدا.

في حالة أخرى وثقتها هيومن رايتس ووتش، أوقفت الشرطة 6 طلاب في القيروان، 166 كلم عن تونس العاصمة، في شقتهم الجامعية في ديسمبر/كانون الأول بتهمة اللواط، وأخضعتهم للفحص الشرجي. في 10 ديسمبر/كانون الأول، قضت المحكمة الابتدائية بالقيروان بسجنهم لمدة 3 سنوات، وأمرت بإبعادهم عن القيروان لـ 3 سنوات إضافية.

خففت محكمة الاستئناف بسوسة العقوبات الصادرة في القضيتين – إلى شهرين في القضية الأولى وشهر واحد في الثانية. ولكن بقيت الإدانات مدونة في السجلات القضائية لهؤلاء الرجال بعد أن أتموا عقوباتهم في السجن.

قابلت هيومن رايتس ووتش 4 من طلاب القيروان الستة بشكل منفصل بعد أن أطلق سراحهم مؤقتاً من السجن على ذمة جلسة الاستئناف. كما قابلت مروان، الذي أفرج عنه بعد شهرين، وقابلت محاميي الرجال، و3 ناشطين في جمعيات تعنى بحقوق الأقليات الجنسية – ومختصين في الطب الشرعي مطلعين على استخدام الفحوص الشرجية في تونس. حلت هيومن رايتس ووتش أيضاً الأحكام الصادرة في الطور الابتدائي ومحاضر تحقيقات الشرطة وتقارير الطب الشرعي في 5 من هذه القضايا.

تحدث الشباب عن انتهاكات متعددة ارتكبتها الشرطة – من لحظة القبض عليهم حتى إطلاق سراحهم – وشملت ملاحظات مهينة وحاطة من الكرامة حول توجهاتهم المثلية المزعومة، والضرب في مراكز الشرطة والسجن.

كما تحدثوا عن خضوعهم لفحوص شرجية من قبل مختصين في الطب الشرعي بهدف الحصول على "دليل" على سلوكهم الجنسي. بحسب "أطباء من أجل حقوق الإنسان"، الفحوص الشرجية ليس لها قيمة طبية أو علمية لتأكيد حصول علاقة جنسية بالتراضي من عدمه. إضافة إلى ذلك، تعتبر هذه الفحوص شكلاً من أشكال التعذيب والمعاملة القاسية والمهينة واللاإنسانية، وهي محظورة بموجب "اتفاقية مناهضة التعذيب" و"العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية" و"الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب".

قال الرجال الخمسة لـ هيومن رايتس ووتش إنهم يعانون من صدمة بسبب الضرب والإهانة والفحوص الشرجية. كما قال 4 منهم على الأقل إنهم صاروا منبوذين من عائلاتهم والمجتمع. قال أحد الطلاب، في سياق حديثه عن تجربته: "الألم الجسدي يُنسى، ولكن الألم النفسي لا يُمحى".

تعتبر الملاحقات القضائية للعلاقات الجنسية الخاصة التي تتم بين بالغين بالتراضي انتهاكاً للحقوق المتعلقة بالخصوصية وعدم التمييز التي يكفلها العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، وتونس طرف فيه. "لجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة"، ومهمتها مراقبة التزام الدول بالعهد، أكدت [بوضوح](#) وفي مناسبات متعددة أن التوجه الجنسي وضع محمي من التمييز بموجب أحكام العهد. فريق الأمم المتحدة المعني بالاحتجاز التعسفي "إلى أن إيقاف الأشخاص بسبب سلوك" كما [خلص](#) جنسي مثلي حصل بين بالغين بالتراضي يُعتبر من حيث التعريف عملاً تعسفياً.

هذه الحقوق مكفولة في الدستور التونسي لسنة 2014، الذي ينص الفصل 24 منه على أن تحمي الدولة الحق في الحياة الخاصة وحُرمة المسكن. كما ينص الفصل 21 على أن "المواطنين

والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من غير تمييز". الفصل 23 أيضا يحظر "التعذيب المعنوي والمادي".

تعرض نشطاء تونسيون ممن أدانوا هذه المحاكمات علنا إلى محاولات اسكات. في 4 يناير/كانون الثاني 2016، أعلنت المحكمة الابتدائية بتونس العاصمة "جمعية شمس"، المسجلة لدى الحكومة منذ مايو/أيار 2015 كجمعية تعمل على مساندة الأقليات الجنسية، أن المحكمة علقت أنشطتها لمدة 30 يوما. جاء التعليق عقب دعوى رفعها الكاتب العام للحكومة، الذي أرسل في ديسمبر/كانون الأول تحذيرا للجمعية بالكف عن انتهاكاتها المزعومة لقانون الجمعيات بعد أن أدان الكاتب العام للجمعية علنا الملاحقات المتعلقة بالعلاقات الجنسية المثلية. في 23 فبراير/شباط، أسقطت المحكمة الإدارية القرار، وألغت تعليق نشاطات الجمعية.

قالت أمنة القلاي: "التعامل المسيء مع هؤلاء الطلاب لمجرد الاشتباه في كونهم مثليين يُلقي بضلاله على التقدم الذي أحرزته تونس في حقوق الإنسان الأخرى منذ الثورة. على الشرطة الكف عن تجريد الأشخاص من كرامتهم بسبب ميولهم الجنسية".

محاكمة "مروان"

كان مروان طالبا يُساعد نفسه بالعمل في محل للملابس في سوسة. في 6 سبتمبر/أيلول، استدعته شرطة حمام سوسة، بلدة مجاورة لسوسة، لاستجوابه كشاهد بعد أن وجدت رقم هاتفه مسجلا في هاتف رجل قتل قبل ذلك بأسبوع. قال مروان لـ هيومن رايتس ووتش إن رقم هاتف هذا الرجل كان ضمن أرقام أشخاص آخرين اتصل بهم من مكان عمله لإعلامهم – كزبائن منتظمين – بتخفيضات خاصة في محل الملابس.

ظن مروان في البداية أن الشرطة تستجوبه حول علاقته بجريمة القتل، ولكن التحقيق فجأة تحول إلى ميوله الجنسي.

اقتادوني إلى غرفة فيها 6 أو 7 أعوان شرطة. بدؤوا يستجوبونني وأعلموني أن الرجل مات. قلت لهم: "تعالوا معي إلى المحل وستأكدون أنني كنت في العمل لما قتل، فأنا لم أغادر المحل، وكاميرات المراقبة تشهد على ذلك". لكن شرطيا قال لي: "أنا لا أكرث لذلك".

ثم شرعوا يسألونني: "ما هو فارق العمر بينكما؟ كيف تعرفت على هذا الرجل العجوز؟". قلت لهم: "ما هذه الأسئلة؟" فصاروا يصفعونني. لم أفهم كيف حصل ذلك، لأنهم لم يقبضوا عليّ بصدد القيام

بشيء ما، ولكنني وجدت نفسي في تلك الوضعية.

صفعوني على وجهي عديد المرات، وقالوا لي: "إن لم تتكلم، سنستخدم معك أساليب أخرى. سنجعلك تجلس على زجاجة فانتا" [كانت هذه الطريقة منتشرة في تونس وتتمثل في إجلاس شخص على زجاجة مشروبات غازية]. وهددوني قائلين: "سنعتدي عليك، وسنغتصبك".

قال لي أحد أعوان الشرطة: "إن اعترفت أنك مثلي ولك علاقة بهذا الرجل، لن نتهمك بالمشاركة في قتله. هذا في صالحك". اعتقدت أنه صادق وأنه سيطلق سراحي، فاخترعت قصة حول علاقتي بالرجل.

ولكن الشرطة حبست مروان على ذمة المحاكمة بدل أن تفرج عنه، وبقي في ذلك الوضع 3 أيام، دون أن يعلم طبيعة التهم الموجهة إليه. بعد يومين من جلسة التحقيق الأولى، اقتادته الشرطة إلى "مستشفى فرحات حشاد" في سوسة، وأخذته إلى غرفة الفحص، وهناك أعلمه طبيب أنه سيفحصه ليتأكد مما إذا كان يوجد "سائل منوي للرجل الذي قتل". ولأنه اعتقد أن الفحص ربما يُبرئه من تهمة العلاقة الجنسية مع الضحية، لم يُمانع مروان من إجرائه. ولكنه قال لـ هيومن رايتس ووتش إن الفحص كان "قاسيا جدا بالنسبة إليه".

طلب مني الطبيب أن أخلع كل ملابسي وأصعد على طاولة الفحص، وأمرني بالانحناء إلى الأمام. لم تكن الشرطة معنا في الغرفة. كانت توجد فقط طبيبتان متدربتان. أدخل الطبيب اصبعه في شرجي، وراح يحركه، والامرتان تشاهدان ما يحصل.

الطبيب لم يخبر مروان "بنتائج" الفحص، ولم يشرح له أنه لم يُجرى للتأكد من وجود سائل منوي للضحية، وإنما لاستخدامه في المحكمة كدليل عام على سلوكه المثلي.

قال مروان إنه نقل بعد 12 يوما للمحاكمة في المحكمة الابتدائية بسوسة، فقضت بسجنه لمدة سنة. وفي 17 ديسمبر/كانون الأول، خففت محكمة الاستئناف بسوسة العقوبة إلى شهرين – وهي المدة التي كان مروان قد قضاها رهن الاحتجاز – وغرامة مالية قدرها 300 دينار (145 دولار أمريكي). استأنف مروان الحكم الثاني لدى محكمة التعقيب.

راجعت هيومن رايتس ووتش وثائق من هذه القضية. يقول تقرير الطب الشرعي، الذي أعده طبيب مساعد في مستشفى فرحات حشاد في سوسة، إنه استلم طلبا من الشرطة العدلية في حمام سوسة للتأكد مما إذا كان المشتبه فيه "يحمل علامات شذوذ".

نص الحكم المؤرخ في 22 سبتمبر/أيلول – الذي أدان مروان – واعتمد جزئيا على محضر الشرطة الذي ذكر أنه اعترف باللواط. تجاهل القاضي زعم مروان أنه أدلى باعترافات خاطئة تحت الإكراه والترهيب. كما اعتمد القاضي على تقرير الطب الشرعي كدليل إضافي للحكم عليه بالسجن لمدة سنة.

"مجموعة الستة في القيروان"

في 10 ديسمبر/كانون الأول، قضت المحكمة الابتدائية بالقيروان بسجن الطلاب الستة لمدة 3 سنوات، و"ابعادهم" عن القيروان لـ 3 سنوات إضافية بتهمة اللواط. وفي 3 مارس/أذار، خففت محكمة الاستئناف بسوسة العقوبة إلى السجن لمدة شهر واحد، التي كانوا قد أنهوها، وغرامة مالية بـ 400 دينار (195 دولار)، وألغت قرار الإبعاد.

قال الرجال الأربعة الذين قابلتهم هيومن رايتس ووتش إن الشرطة قدمت في 4 ديسمبر/كانون الأول إلى سكنهم الجامعي في رقادة، قرب القيروان، للبحث عن شاب من تونس العاصمة كانت عائلته قد بلّغت عن احتفائه. نشر والداه إعلانا على التلفزيون مصحوبا بصورته طلبا للإدلاء بمعلومات عنه خوفا من أن يكون قد غادر تونس للالتحاق بجماعة إسلامية مقاتلة. وكان أحد الحراس قد استدعى الشرطة لما شاهد هذا الشاب صحبة طالب من جامعة القيروان. كان الشاب يعيش مع أصدقائه.

عثرت الشرطة على هذا الشاب في الشقة حوالي الساعة 7 من مساء 4 ديسمبر/كانون الأول مع طالبين كانا قد استأجراها مع صديقين آخرين. قال الطلاب لـ هيومن رايتس ووتش إن أعوان شرطة في ملابس مدنية قدموا إلى الشقة وتعرفوا على الشاب الذي كانوا يبحثون عنه، وقتشوا المكان فوجدوا حاسوبا محمولا وفساتين وأحذية بكعب عال. اقتادوا الرجال الخمسة إلى مركز شرطة رقادة، ومعهم صديق سادس قبضوا عليه في الدرج بينما كان قادما لزيارتهم.

ذكر محضر الشرطة أن أحد الأعوان قال إنه قبض على الطلاب الستة بعد أن وصلته معلومات مفادها أن "عددا من المثليين يستخدمون منزلا في القيروان لممارسة اللواط". كما قال العون إنه لما دخل المنزل، وجد الطلاب في "وضع عادي"، وإنه صادر جهاز حاسوب محمول وفساتين وواقى ذكري غير مستعمل. قال أيضا إن جهاز الحاسوب فيه مقاطع فيديو لعلاقات مثلية إباحية، ولكن ليس للرجال الذي اعتقلوا.

تم تغيير جميع الأسماء في الرواية التالية لحماية خصوصية الطلاب.

• انتهاكات في مركز الشرطة

قال الطلاب الأربعة إنهم استجوبوا بشكل جماعي في البداية في مركز الشرطة. قال جمال:

سألونا لماذا جئنا جميعا من تونس العاصمة واجتمعنا في رقادة، ثم فتحوا جهاز الحاسوب وشاهدوا المقاطع الإباحية وشرعوا يسألوننا عن سلوكنا الجنسي. وصفوني بـ "المبيون" [مصطلح مهين يُوجه للمثليين]، وقالوا لي: "جئت لتنتشر ممارساتك الفاسدة في القيروان". قالوا لنا إننا مثليون، فأنكرنا ذلك وقلنا لهم ليس لنا علاقات مثلية، فبدؤوا يصفعوننا ويضربوننا ويركلوننا.

قال الطلاب الأربعة لـ هيومن رايتس ووتش إن أعوان الشرطة خوفوهم بشكل مستمر أثناء الاستجواب، وأهانوهم باستخدام عبارات مهينة يوصف بها المثليون.

قال جمال إنه كان يرتدي فقط ملابسه الداخلية وقميص عندما قُبض عليه. قال إنه بقي في تلك الملابس طيلة فترة الحبس، حتى 10 ديسمبر/كانون الأول. كما قال إن أحد أعوان الشرطة طلب منه خلع سرواله الداخلي ليرى ما إذا كان شعر عضوه التناسلي مخلوقا.

لمين – طالب آخر – قال:

استجوبني شرطيان، وسألاني ما إذا كنت منتميا لجمعية شمس فأنكرت. ولكن بعد أن أطلق سراحي وتمكنت من قراءة محظر الاستجواب، اكتشفت أن الإجابة التي دونها هي "نعم". لما طُلب مني التوقيع على المحضر، طلبت منهما قراءته، ولكنهما رفضا وأجبراني على التوقيع. أثناء الاستجواب سألاني: "مع أي طالب كنت تنام؟ من تعرف في القيروان؟ من يشبهك؟ أنت "مبيون"، لماذا تنكر ذلك؟"

• الاجبار على الفحوص الشرجية والضرب

قال الطلاب الأربعة إنهم أمضوا الليلة في مركز الإيقاف التابع لشرطة القيروان. وفي الصباح اقتادتهم الشرطة إلى المستشفى دون أن تعلمهم بالسبب. كان بعضهم يعتقدون أنهم سيخضعون لاختبار البول للتأكد مما إذا استهلكوا مخدرات. ولما وصلوا، شاهدوا يافطة "قسم الطب الشرعي" على جدار المستشفى.

قال عمار – أحد الطلاب – إن الشرطة ضربته بعد أن حاول رفض إجراء الفحص الشرجي:

كنت أول من دخل إلى غرفة الطبيب. سألته: "ما هو الفحص؟"، فأجاب: "فحص شبيهه بفحص المرأة" – وكان يعني فحص العذرية.

قلت له: "لا، لن أجري هذا الفحص"، فصرخ الشرطي في وجهي: "احترم الطبيب". قلت له: "أنا أحترم الطبيب، ولكنني أرفض الفحص"، فأمرني الشرطي بأن أكتب أنني رفضت الفحص، ففعلت. أخذني الشرطي إلى حديقة صغيرة في الخارج وضربني. صفعني على وجهي ولكمني على كتفي وقال: "ستجري الفحص". لم يشاهد الطبيب ذلك، لكنه كان يعلم أنني أتعرض للضرب. دفعني الشرطي مرة أخرى داخل الغرفة وقال للطبيب: "سيجري الفحص".

طلب مني الشرطي أن أكتب على ورقة أخرى أنني أوافق على الفحص.

طلب مني الطبيب الصعود على طاولة الفحص، وقال لي: "اركع وكأنك تصلي" [وضع الانحناء أثناء الصلاة]. نزعت سروالي وصعدت على الطاولة.

أدخل الطبيب اصبعه في شرجي بعد أن وضع عليه كريما. سألتني "هل أنت بخير الآن"، أجبت "لا، لست على ما يرام". كان ذلك مؤلما.

ثم أدخل في شرجي أنبوبا ليتأكد مما إذا كان يوجد سائل منوي. أدخل الأنبوب بعمق، وكان في طول الاصبع. شعرت بألم شديد، وأحسست كأنني حيوان، ولم أحظى بأي احترام. شعرت كأنه يغتصبني، وأنا أشعر بذلك إلى الآن. إن الأمر صعب جدا بالنسبة لي.

قال طالب آخر – اسمه قيس – إنه سمع عمار يصرخ عندما أخرجته الشرطة.

طلبت الشرطة من عمار الدخول إلى غرفة الفحص، ولكنه رفض. قلت للشرطي: "لا يحق لك ذلك، لماذا تفعلون هذا بنا؟ فأجابني: "لأنك مبيون".

قلت له: "ولكن الدستور يحمي الحرمة الجسدية"، فرد أحد الشرطيين "سأريك ماذا تعني هذه الحقوق".

وقع عمار على ورقة قال فيها إنه يرفض إجراء الفحص، فاقتاده الشرطيان إلى الخارج، وسمعتهم يضربانه. كان الطبيب واقفا يشاهد ما يحصل. سمعتهم يصفعونه، ثم أعادوه إلى غرفة الفحص.

قال إنه بعد أن شاهد صديقه يُضرب من قبل الشرطة، لم يستطع الرفض لأنه كان يخشى أن يُضرب أيضا:

أعطوني ورقة بيضاء وطلب مني الطبيب أن أكتب: "أنا الموقع أسفله، أقبل وأرخص للطبيب بأن

يجري فحصا شرجيا لي". ثم قال لي الطبيب: "إن لم توقع، سأذكر في التقرير أنك مارست اللواط".

تحدث الطلاب الآخرون عن الفحص الشرجي بتفاصيل مماثلة، وقالوا إن الطبيب أدخل فيهم أنبوبا طويلا شفافا، بحجم القلم تقريبا، لاستخراج عينات على ما يبدو.

راجعت هيومن رايتس ووتش الإذن الصادر عن مدير الشرطة العدلية في مركز شرطة القيروان بتاريخ 5 ديسمبر/كانون الأول. طلب فيه من الطبيب الشرعي في "مستشفى ابن الجزار" بالقيروان أن يتأكد مما إذا كان كل طالب "معتادا على العلاقات الجنسية الشرجية، وإن كانت النتيجة إيجابية، يُرجى تحديد تاريخ آخر علاقة من هذا النوع".

راجعت هيومن رايتس ووتش أيضا تقرير الطبيب الذي خلص إلى أنه "لا توجد علامات عنف على جسم الشخص المذكور. توجد علامات على علاقات مثلية سلبية فيها اختراق للشرج. وتوجد علامات على أن هذا الشخص حصل له اختراق شرجي بجسم صلب مثل القضيب عند الانتصاب، في الأيام القليلة الماضية".

يرفض مختصون في الطب الشرعي قابلتهم هيومن رايتس ووتش بشدة الزعم بأن الفحص الطبي يستطيع الكشف عن علامات لحصول علاقة جنسية شرجية بالتراضي. في [خطاب](#) وجهته لـ هيومن رايتس ووتش، قالت الدكتورة لورنا مارتين، أخصائية أولى ورئيسة قسم الطب الشرعي والسموم في "جامعة كايب تاون"، إنه "يستحيل التأكد من وجود اختراق شرجي مزمن، والحالة الوحيدة التي قد يكون فيها فحص الطب الشرعي مجديا هي الحالات التي يحدث فيها اختراق شرجي حاد وعنوة، حيث يُمكن ملاحظة بعض الجروح".

• الأدلة المستخدمة في المحكمة

قال الطلاب إن القاضي سألهم أثناء المحاكمة في 10 ديسمبر/كانون الأول: "ماذا كنتم تفعلون؟ وفي أي وضعية وجدتمكم الشرطة لما قبضت عليكم؟" كما قالوا إن القاضي أعلمهم أنه استنادا لتقارير الطب الشرعي الستة – التي كانت متطابقة – فقد كانت لهم علاقات جنسية تلك الليلة مع بعضهم البعض أو مع شخص آخر. استخدم التقرير الطبي والفساتين التي عثر عليها في الشقة كأدلة.

قال لمين:

أثناء المحاكمة، سألني القاضي: "هل أنت مثلي؟"، فأجبته: "نعم، ولكن لم تكن لي علاقات جنسية منذ 3 سنوات". قال القاضي: "لا، هذا ليس صحيحا لأن الفحص الشرجي أثبت أنك أقيمت علاقات

مؤخراً". كما سألني عن جهاز الحاسوب ومقاطع الفيديو وقال: "أنت جئت للقيروان لتنتشر شذوذك، مثل جمعية شمس".

قال جمال:

كان القاضي يستجوبنا ويسألنا عما إذا كنا نعرف بعضنا البعض، وما إذا كانت لنا علاقات جنسية فيما بيننا... قال لنا: "لماذا تفعلون هذا في عاصمة الإسلام؟" [عادة ما يُنظر إلى القيروان على أنها رابع مدينة مقدسة في الإسلام].

ذكر نص الحكم الصادر عن المحكمة بتاريخ 10 ديسمبر/كانون الأول أن 4 طلاب اعترفوا أنهم مارسوا اللواط من حين لآخر في الماضي، ولكنهم أنكروا أنهم "متعودين عليه" وأنه كانت لهم علاقات جنسية مع بعضهم البعض. كما ذكر أن جريمة اللواط ثابتة بموجب الفصل 230 "لأن المتهمين معتادين على علاقات جنسية غير طبيعية يُدينها القانون".

ذكر نص الحكم كذلك أنه رغم إنكار أحد المتهمين إلا أن نتائج الفحص وحضوره في نفس المنزل مع "لواطيين" آخرين هي أدلة على إدانته. كما ذكر أن "المحكمة لن تنظر في ظروف التخفيف في هذه القضية. ولذلك قررت - بالنظر إلى أثر الجريمة على المجتمع - الحكم على كل متهم بأقصى عقوبة ينص عليها القانون لمعاقبتهم وردعهم على أعمالهم".

أما فيما يتعلق بإبعادهم عن القيروان، ذكر نص الحكم: "لأن المتهمين يمارسون اللواط بشكل جماعي، وهم قدموا إلى المدينة لنشر هذا الفحش، في محاولة واضحة لاستقطاب آخرين ونشر الرذيلة، والوقوف ضد تعاليم المجتمع وهويته، ولتجنب كل استفزاز أو ردة فعل، قررت المحكمة إبعادهم عن مدينة القيروان لمدة 3 سنوات".

• الانتهاكات في السجن

أمضى الطلبة شهراً في سجن القيروان بعد أن أصدر وكيل الجمهورية (النائب العام) بالمحكمة الابتدائية بالقيروان مذكرة إيقاف في 8 ديسمبر/كانون الأول. قالوا إن حراس السجن شرعوا في ضربهم منذ وصولهم.

قال قيس:

بدؤوا يضربوننا. أوقفوننا بجانب الجدار وحلقوا لنا رؤوسنا. لم يفعلوا ذلك لبقية الموقوفين الذين جاؤوا في نفس اليوم من المحكمة. طلبوا منا الوقوف قبالة الجدار، وضربنا شرطي الواحد تلو الآخر

وهو يقول: "هذه مؤخراتكم التي تنازلتم عنها". أثناء الحلاقة، كان أحدنا ينزف دما من أنفه بسبب الضغط النفسي، لكنهم استمروا في حلقته. كان الحلاق أحد السجناء.

قال الطلاب إن الحراس أسأوا معاملتهم وأهانوهم ورهبوهم. قال عمار:

كان حراس السجن يخرجوننا إلى فضاء مفتوح ويطلبون منا الرقص كالنساء. إن رفضنا، نتعرض للصفع. لقد أجبرت على القيام بذلك، لقد صفعوني وأرغموني على ذلك. أحد الحراس أخرج هراوة وكسرها على يدي لأنني رفضت الرقص. كانوا يفعلون ذلك 3 أو 4 مرات في الأسبوع.

قال قيس:

عندما يشعر الحراس بالقلق، كانوا يأخذوننا إلى الخارج وأيدينا في الأغلال ويضربوننا. كانوا يهمزوننا بالهراوات من مؤخراتنا، لقد فعلوا ذلك لي. في الأيام العشرة أو الخمسة عشر الأولى، كانوا يفعلون ذلك كل يوم. كانوا يخرجوننا إلى الفناء وأيدينا مغلولة ويتركوننا هناك، ثم يأتي جميع الحراس ويصفعوننا.

• الآثار المدمرة لهذه المحاكمات

رغم أن الرجال السبعة أطلق سراحهم، إلا أن كل من قابلناهم قالوا إن حياتهم تغيرت.

حاول عمار الانتحار مرتين في السجن بعد أن علم أنه سيسجن 3 سنوات. لما قابلته هيومن رايتس ووتش قال إنه مازال يعاني من الاكتئاب، ويرغب في الحصول على مساعدة من طبيب نفسي.

اعتبر الطلاب الفحوص الشرجية مؤلمة بشكل خاص. قال قيس: "الألم الجسدي يُنسى، ولكن الألم النفسي لا يُمحي".

أجبر جميع الطلاب على مغادرة الجامعة بعد أن صار يُنظر إليهم كمثليين ويتعرضون للتشويه في وسائل الإعلام. قيس، الذي يأمل في الحصول على الدكتوراه ليصبح أستاذا في الدراسات العربية، عاد إلى القيروان لاجتياز اختبار الأخير. ولكنه قال إنه عندما وصل إلى الجامعة، "بدأ الطلاب يهينونني ويقولون لي أخرج من القيروان. شعرت أنني لا أستطيع البقاء هناك".

العديد من الطلاب لقوا صدا من عائلاتهم. لما حاول لمين العودة إلى عائلته، مع صديقه جمال، اعتدى عليهما شقيقه بالضرب الشديد وطردهما من منزل العائلة. عندما قابلتهما هيومن رايتس ووتش، لم يكن لهما مسكن. واجه قيس وضعاً مشابهاً:

كانت عائلتي تعلم أنني مثلي، وكانت تساندني. كانوا يزورونني كل أسبوع في السجن. ولما عدت إلى تونس، بقيت معهم 3 أيام، ولكن عائلتي الموسعة مارست بعد ذلك ضغطا على أبي فطرمني. طاب منه والده مغادرة منزل العائلة. لما قابلته هيومن رايتس ووتش، كان يعيش مع أحد أصدقائه. قال قيس: "لولا صديقي، لكنت الآن في الشارع".

التوصيات

- على الحكومة إدانة الانتهاكات التي تطال جميع المحتجزين، بما في ذلك الموقوفين على أساس التوجه الجنسي المنسوب لهم، والتحقيق في مزاعم سوء المعاملة، بما يشمل إنشاء آلية تظلم سرية تنظر في جميع الانتهاكات التي ترتكبها الشرطة.
- على الشرطة التونسية منع الأعوان من المعاملات التمييزية، بما يشمل الموقوفين على أساس توجهاتهم أو هويتهم الجنسية، ومحاسبة الأعوان المتورطين في معاملات تمييزية.
- على وزارة العدل أن تحظر فورا الفحوص الشرجية للرجال المتهمين بالواط.
- على "عمادة الأطباء التونسيين" إصدار منشور يأمر جميع الأطباء بعدم المشاركة في الفحوص الشرجية، التي تعتبر انتهاكا لأخلاقيات المهنة.
- على البرلمان تعديل المجلة الجزائية بإلغاء الفصل 230 الذي يجرم السلوك الجنسي المثلي الذي يتم بالتراضي.